

**BULLETIN COMMUNISTE
INTERNATIONAL**

**Organe de la Fraction de la Gauche communiste
internationale**

n° 8

22/ 04/ 2 0 1 2

Pour nous contacter :

adresse e-mail : **inter1925@yahoo.fr** ;

Consultez notre site :

<http://fractioncommuniste.org>

Sommaire

<i>Présentation du bulletin.....</i>	<i>1</i>
<i>Prolétaires : passons de la journée d'action syndicale à la grève de masse !.....</i>	<i>1</i>
Communiqué de notre fraction (Février 2012) <i>Plus que jamais et tous ensemble, suivons la voie que nous montre le prolétariat en Grèce.....</i>	<i>4</i>
<i>Réflexions sur la signification internationale des élections présidentielles en France.....</i>	<i>5</i>
<i>Défense du caractère prolétarien d'octobre</i>	
<i>1917, le prolétariat prend le pouvoir en Russie (Tendance Communiste Internationaliste).....</i>	<i>7</i>
<i>Combat contre l'opportunisme</i>	
Prometeo 1943, Onorato Damen <i>La Russie que nous aimons et défendons.....</i>	<i>13</i>
<i>Texte du mouvement ouvrier</i>	
Lénine (1919), <i>Les élections à l'Assemblée Constituante et la dictature du prolétariat.....</i>	<i>16</i>

Présentation du Bulletin Communiste International n°8

Ce bulletin se concentre sur deux questions : le développement de la lutte des classes et l'évolution du rapport de forces entre celles-ci d'une part et sur la défense du caractère prolétarien d'Octobre 1917 en Russie d'autre part. Le développement des luttes ouvrières et la perspective inéluctable de confrontations massives entre les classes se trouvent au centre de la situation historique actuelle. De ces confrontations, va se déterminer l'avenir de l'humanité. Ni plus, ni moins. Dans ces combats, le prolétariat ne pourra être victorieux et dégager la voie de la révolution et du communisme qu'à la condition que les groupes et organisations communistes, aussi faibles et isolés soient-ils aujourd'hui, se placent résolument en première ligne de la guerre de classe. A l'avant-garde. Et qu'ils arrivent à s'organiser et se regrouper afin de construire un véritable parti du prolétariat. Ils ne pourront le faire qu'armés de leur conviction militante et de leur conscience de classe.

L'armement de la conviction et la conscience de classe passe par la revendication du fil historique qui parcourt toutes les générations de révolutionnaires et d'organisations politiques du prolétariat, qui commence avec la Ligue des communistes, la 1^e Internationale, la 2^eme, la 3^eme et les fractions de gauche issues de celle-ci, particulièrement la Gauche dite "italienne". Elle passe aussi par le fil historique de l'expérience de notre classe, du prolétariat révolutionnaire. La Commune de Paris certes. Mais surtout la Révolution russe, l'expérience de l'insurrection ouvrière victorieuse et de l'exercice de la dictature du prolétariat.

Nos ennemis de classe ne s'y trompent pas. Ils n'ont de cesse de dénaturer l'histoire du mouvement ouvrier et tout spécialement cette expérience russe dont le souvenir et les leçons restent à ce jour les principaux outils pour lutter contre le capitalisme, le mettre à bas, le détruire et pour construire le communisme. Nos ennemis de classe ne s'y trompent pas et font tout pour rompre ce fil historique. C'est aussi sur ce plan que la confrontation de classe se déroule.

Dénaturer l'insurrection ouvrière d'Octobre ? Dénaturer l'exercice de la dictature du prolétariat ? Dénaturer la réalité des conseils ouvriers ? Du parti bolchévique et de l'Internationale communiste ? Pourquoi ? Pour quel enjeu ? Pour effacer, gommer des mémoires ouvrières, la conscience de la dimension politique de la lutte des classes. De la primauté du politique, c'est-à-dire de la confrontation politique avec les forces de la bourgeoisie, son appareil d'Etat, dans la lutte du prolétariat. L'enjeu aujourd'hui ? Gommer des consciences le chemin qui mène de la dispute de la direction et de l'organisation des luttes d'aujourd'hui (contre toutes les forces de l'Etat bourgeois, notamment les syndicats) à la confrontation frontale à l'Etat, à sa destruction, jusqu'à la dictature des conseils ouvriers gagnés au communisme !

22 avril 2012

Prolétaires : Passons de la journée d'action syndicale à la grève de masse !

La lutte des classes, lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, est revenue au centre de la scène mondiale pour toute une longue période qui sera déterminante pour le destin de la société. Bien que les médias de la bourgeoisie (presse, télé, internet, radios...) essaient de les censurer, de les cacher, de les minimiser ou de les déformer, l'information sur la multiplication des luttes prolétariennes dans le monde fait son chemin. Les organisations communistes doivent analyser cette situation pour essayer de tirer les principales tendances de ces luttes et d'en déduire des orientations qui contribuent à leur extension et développement. Au niveau mondial, nous avons trois types d'événements.

Les Journées d'action syndicales

D'abord, les journées de grève et de manifestation à l'échelle nationale organisées par les syndicats dans de nombreux pays et principalement en Europe : en **Grande-Bretagne**, le 30 juin 2011 ce furent des centaines de milliers d'ouvriers en

lutte, puis le 30 novembre deux millions d'ouvriers se mirent en grève générale ; au **Portugal**, le 29 novembre et en **Belgique** le 30 janvier, il y eut aussi des grèves massives similaires. En **Espagne**, les syndicats ont enrayé une grève dans les transports prévue pour la fin février et maintenant ils sont contraints d'appeler à une grève générale pour le 29 mars. Jusqu'en **Allemagne**, la « locomotive » de l'Europe, des milliers d'employés du secteur public se sont mis en grève dans différents « landers ». Ces troubles sociaux se produisent aussi en-dehors de l'Europe ; ainsi en **Inde**, plusieurs dizaines de millions de prolétaires ont manifesté, à l'appel de tous les syndicats, le 29 février pour un salaire minimum et des emplois stables.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Il est, évidemment, difficile d'imaginer qu'après plus d'un siècle de sabotage et d'étouffement des luttes économiques des ouvriers, les syndicats aient soudainement changé de nature et abandonné

leur rôle comme organismes au service du capital. Au contraire, ce à quoi nous assistons actuellement n'est que la manifestation d'une véritable stratégie de la bourgeoisie au niveau international pour prévenir, via des appels des appareils syndicaux à ces journées parfaitement contrôlées, l'éclatement simultané de grandes luttes spontanées des ouvriers. Cependant, il est hautement significatif que partout, et particulièrement au cœur du capitalisme, en Europe (y inclus dans des pays comme l'Allemagne où la lutte des classes a été peu active durant de nombreuses années), la classe dominante se voit contrainte de "laisser échapper la vapeur" en utilisant tous ses syndicats pour organiser des journées de grève dans lesquelles des centaines de milliers et même des millions d'ouvriers se retrouvent. Et si, pour le moment, ces journées se déroulent en général derrière les mots d'ordre et le contrôle des syndicats, la situation de détérioration croissante des conditions de vie et l'augmentation du mécontentement porte le risque latent - pour la bourgeoisie - qu'à tout moment ces journées débordent hors de ce contrôle. Ce qui nous amène au second type d'événements.

Des luttes spontanées et des tentatives de débordement des syndicats

Simultanément aux journées organisées par les syndicats, apparaissent de plus en plus des protestations et de grèves, plus ou moins isolées, plus ou moins importantes, plus ou moins spontanées, "illégal" ou "sauvages" et auto-organisées - et sur lesquelles les médias gardent le plus grand des silences possibles ou qu'ils déforment sciemment, notamment là où sont organisées les journées syndicales : émeutes en Grande-Bretagne, grève des contrôleurs aériens en Allemagne, vague de grèves sauvages et prises des usines en marge des syndicats dans la région d'industrie automobile de Manesar en Inde accompagnée d'affrontements avec la police... Lisons, par exemple un article de février rédigé par le CCI sur l'Espagne :

"La région de Valence a vécu 2 grandes manifestations : le 21 janvier (pour le secteur de l'éducation) avec 80 000 personnes à Valence et 40 000 à Alicante et le 26 janvier (pour tout le secteur public) avec 100 000 à Valence, 50 000 à Alicante et 20 000 à Castellon. À la suite de ces manifestations, la mobilisation a continué dans des collèges, des lycées, des quartiers..."

Et même si la région de Valence a été temporairement la cible principale des attaques, les luttes tendent à augmenter dans les autres régions. À Madrid : manifestation des pompiers, des fonctionnaires et rassemblements contre la réforme du code du travail le jour même de son adoption ; à Bilbao manifestation du secteur public ; 100 000 manifestants à Barcelone venant de tous les secteurs ; dans cette même ville, les travailleurs des écoles primaires se rassemblent, avec des parents et des enfants, devant le gouvernement régional ; il y a eu une manifestation massive du secteur public à Tolède ; 10 000 manifestants à Vigo en solidarité avec le chantier naval ; marche des travailleurs de Ferrol vers La Corogne..."¹ (CCI, 15 Février 2012).

1 . [Pour un mouvement unitaire contre les coupes et la Réforme du](#)

Ce n'est pas un hasard donc si la bourgeoisie lance toute la force de la machinerie syndicale contre les travailleurs afin d'essayer de piéger dans ses filets la lutte spontanée qui tend à jaillir et à déborder un peu partout !

Mais les luttes de la classe ne se manifestent pas seulement au "cœur" du capitalisme mais partout dans le monde. Sans compter la vague de protestations et de révoltes qui a secoué l'an dernier les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, ni les mouvements "d'occupation des places" comme celui des *Indignés* en Espagne et celui des *Occupy Wall Street* au Etats-Unis - dans lesquels des centaines de milliers de prolétaires sont sortis dans la rue pour exprimer leur colère malheureusement dans une grande confusion, noyés au milieu d'autres couches sociales aux intérêts différents, ce qui ne pouvait les mener qu'à une impasse, celle de la lutte bourgeoise pour la "démocratie" -, nous ne pourrions en finir avec la liste des pays qui ont été secoués par des luttes et grèves durant ces derniers mois et dernières semaines : en Roumanie, a éclaté début janvier un mouvement général et spontané - qui a touché une quarantaine de villes - contre la disparition du système de santé publique de l'Etat ; en Chine, depuis plusieurs mois, on assiste à une vague significative de grèves qui touche particulièrement la principale région industrielle exportatrice de Huangdong ainsi que le secteur des mines ; au Chili, le mouvement de protestation des étudiants contre la liquidation de l'éducation publique se maintient depuis plusieurs mois avec de fréquents affrontements avec la police (des mouvements étudiants analogues ont lieu ailleurs, comme au Canada) ; en Argentine, se sont récemment succédées une grève du secteur de l'éducation et une autre des dockers. D'autres luttes et grèves ont eu lieu ces dernières semaines, des Etats-Unis au Pakistan et de l'Egypte à l'Australie...

Un début de processus de grève de masse

Mais la **Grèce** continue à être, jusqu'à maintenant, le point le plus haut de la lutte des classes, celui de la confrontation directe entre la bourgeoisie et le prolétariat. Et pour cette raison, nous devons le traiter à part. Nous avons ici le troisième type d'événements qui reflète le développement de la lutte des classes. Comme nous en avons informé dans nos tracts et communiqués² et dans notre bulletin, nous vivons en Grèce une véritable situation de **grève de masse** depuis déjà plusieurs années, qui s'aiguise et devient plus combative à chaque coup que la bourgeoisie assène à la classe ouvrière : situation permanente de luttes et grèves, fréquentes manifestations de centaines de milliers de travailleurs dans toutes les villes, rassemblements massifs devant les bâtiments gouvernementaux, affrontements violents avec la police anti-émeute. Le 21 février dernier, le jour où les politiciens bourgeois adoptèrent un nouveau plan de mesures anti-ouvrières, qui inclut de nouvelles et terribles réductions dans la santé, pour les retraites, des milliers de licenciements de plus et même la **réduction directe du salaire minimum**, plus

[Travail ! \(tract du CCI diffusé en Espagne\)](#)

- 2 . Voir dans ce numéro du bulletin, notre dernière prise de position : [Plus que jamais et tous ensemble, Suivons la voie que nous montre le prolétariat en Grèce ! \(26 février 2012\)](#)

de cent milles manifestants assiégèrent le parlement et mirent le feu dans les rues et dans des commerces d'Athènes.

Bien sûr, les médias de la bourgeoisie cachent ou déforment, avec beaucoup de zèle, cette situation d'affrontement direct et ouvert de l'ensemble de la classe ouvrière contre la bourgeoisie grecque et son Etat. Il faut d'abord que les causes réelles de cette situation - qui ne font qu'annoncer ce qui est sur le point d'arriver partout - n'apparaissent pas. Depuis le début de ce qu'ils appellent "la crise grecque", les médias rabachent le mensonge selon lequel la situation économique dramatique de la Grèce est un cas exceptionnel, qu'elle est due aux "dépenses sans contrôle" du gouvernement et de tous les Grecs qui, maintenant, "doivent payer les conséquences de leur gaspillage" ; ce qu'ils taisent sciemment, c'est la chaîne de faillites nationales dont la Grèce n'est qu'un maillon ; cette chaîne touche déjà d'autres nations capitalistes secondaires et menace maintenant les plus grandes. **Le monde capitaliste est aujourd'hui précipité dans la pire récession de son histoire**, ce qui se traduit par des centaines de millions de licenciements dans le monde, par une réduction énorme des salaires directs et indirects, par une dégradation terrible des conditions de vie de la classe ouvrière des pays centraux comme on n'en a pas connu depuis la Seconde Guerre Mondiale et à une situation de famine et de misère comme jamais dans le reste du monde.

Les attaques sauvages de la bourgeoisie internationale coalisée contre le prolétariat grec se reproduisent déjà et se multiplient partout - comme on peut le voir ces jours-ci contre le prolétariat espagnol - et c'est la raison pour laquelle la bourgeoisie se rend pleinement compte que **la situation de grève de masse en Grèce tend à se reproduire aussi ailleurs**. Voilà pourquoi elle cache et défigure ce qui se passe en Grèce ! Voilà pourquoi elle anticipe les explosions massives de lutte ouvrière, en poussant les syndicats à organiser des "journées de lutte" "défouloirs", parfaitement contrôlées et le plus souvent stériles, qui n'empêchent surtout pas les attaques de continuer à s'abattre sur la tête des travailleurs !

De plus, grâce au soutien idéologique et pratique des syndicats, la bourgeoisie assume, chaque fois avec plus de violence, la répression directe et la terreur d'Etat contre ceux qui défendent trop ostensiblement leurs intérêts de classe. C'est déjà le quotidien, non seulement en Grèce mais aussi dans d'autres pays où les syndicats traditionnels n'arrivent plus à contenir la lutte ; il en a été ainsi, par exemple, en Egypte, au Chili et au Canada avec les mouvements des étudiants. Dans certains pays, les grèves sont même considérées comme "illégales" et, de ce fait, sauvagement réprimées par la police quand elles ne sont pas sous l'emprise des syndicats. Les attaques violentes de la police vont jusqu'à l'assassinat direct de manifestants : une des manifestations de cette barbarie bourgeoise s'est récemment produite au Mexique où une petite manifestation d'étudiants a été encerclées et réprimées par des forces armées de fusils et où deux jeunes prolétaires ont été tués de tirs directs à la tête.

Le prolétariat doit briser les divisions que lui impose la bourgeoisie

Tel est le panorama de la situation mondiale actuelle qu'on peut tirer des informations des luttes qui, malgré le black-out des médias de la classe dominante, filtrent quotidiennement.

Mais celles-ci restent largement dispersées et, pour une part non négligeable, empoisonnées et affaiblies par l'idéologie bourgeoise (essentiellement "démocratique" et nationaliste). Elles jaillissent certes de toutes parts, mais sans coordination ni réelle solidarité entre elles, sans que les ouvriers se rendent compte qu'ils sont tous en train de lutter simultanément, face à la même situation, pour les mêmes intérêts et contre le même ennemi de classe. Nous assistons aussi à des confrontations de classes dans lesquelles la bourgeoisie, de son côté, arrive à coordonner sa politique à échelle internationale pour attaquer frontalement le prolétariat pays par pays : ainsi par exemple, le prolétariat en Grèce se bat héroïquement contre une classe dominante coalisée et résiste à son effroyable pression, mais il reste isolé de ses frères de classe des autres pays. De cette manière, la bourgeoisie arrive à asséner les licenciements massifs, la réduction des prestations sociales, le gel et la diminution des salaires, pays par pays, secteur par secteur, sans que n'éclate encore une réponse généralisée et étendue au niveau international de la classe ouvrière.

Que faire donc ? Situer le problème nous indique déjà la voie vers la solution : il faut rompre avec toutes les divisions que la bourgeoisie arrive encore à imposer à la lutte des ouvriers ; il faut **chercher l'extension, la coordination et l'unité de toutes les luttes en-dehors et contre les organisations du capital que sont aujourd'hui les syndicats et les partis politiques traditionnels dits de gauche (PS, PC, organisations gauchistes de tous bords...)**. L'histoire de la lutte des classes - celle-là même que la bourgeoisie prétendait avoir enterrée pour toujours - nous montre que c'est nécessaire et possible. Pour cela, les ouvriers doivent d'abord reconnaître qu'ils luttent, non en tant que "citoyens" qui défendraient "leur" patrie, ni même en tant que travailleurs qui défendraient "leur" entreprise, mais comme **des prolétaires qui appartiennent à la même classe sociale, ayant les mêmes intérêts et des objectifs totalement opposés à ceux de la classe exploiteuse**.

La situation actuelle, qui ne peut que s'accélérer et s'aggraver, exige que le prolétariat hausse le niveau de son combat ; ce qui implique d'abord qu'il dispute aux syndicats l'organisation, contre et en-dehors d'eux, de ses luttes afin de les unir consciemment et pratiquement. C'est comme cela qu'il pourra, tout au moins, opposer un puissant front de classe international à celui de la bourgeoisie, obligeant celle-ci à reculer dans sa politique anti-ouvrière.

Vers le parti communiste

Et c'est surtout ainsi que le prolétariat commencera à débroussailler la voie qui le conduira à mettre à bas pour toujours le capitalisme, ce système qui ne peut plus qu'offrir famine, misère, barbarie et mort. Dans cette perspective, les éléments les plus avancés de la classe, les ouvriers les plus

combattifs, les militants révolutionnaires et, bien sûr, les groupes politiques qui se revendiquent de la révolution communiste mondiale - les groupes qui se situent autour des positions de la Gauche communiste - ont la plus grande des responsabilités : d'abord celle d'être au premier rang des combats de classe d'aujourd'hui, d'assumer leur rôle dirigeant d'avant-garde dans l'affrontement politique à l'Etat bourgeois et à ses forces politiques et syndicales – entre autre d'être des facteurs actifs dans l'affrontement aux forces syndicales et de gauche pour la direction des luttes ouvrières ; et celle de

travailler de la manière la plus accélérée possible à la reconstruction de l'indispensable organisation politique du prolétariat, avant-garde dont la classe ne pourra pas se passer pour son combat révolutionnaire. Car seule cette organisation, le parti communiste, peut brandir bien haut et de manière conséquente la perspective et la nécessité de la révolution prolétarienne, de la destruction de l'Etat bourgeois et du capitalisme et encore plus haut l'étendard de la société sans classe, ni exploitation, le drapeau du communisme.

La FGCI, mars 2012

Communiqué de la Fraction sur les manifestations ouvrières en Grèce (Février 2012)

Nous reproduisons ci-après le communiqué que nous avons publié sur notre site web – www.fractioncommuniste.org – à la suite des manifestations ouvrières de Grèce.

PLUS QUE JAMAIS ET TOUS ENSEMBLE, SUIVONS LA VOIE QUE NOUS MONTRE LE PROLÉTARIAT EN GRÈCE

Ce sont des centaines de milliers de manifestants qui ont crié leur colère contre la misère organisée et planifiée dans les rues grecques le 12 février. En fait, la classe ouvrière en Grèce et, derrière elle, la plus grande partie de la population, refuse obstinément, depuis 4 ans, d'accepter les différents plans d'austérité barbares qui se sont succédés les uns après les autres. A ce jour, loin de diminuer, la mobilisation n'a fait que continuer à croître, à s'étendre et à s'approfondir. Si, cette fois pour la journée du 12 février, les médias internationaux n'ont pu passer sous silence et ignorer la révolte ouvrière, ils se sont évertués à en travestir la réalité – en focalisant l'attention sur les incendies dans le centre d'Athènes³ – afin d'en atténuer, autant que possible, l'exemple aux yeux des populations ouvrières des autres pays. De même, ils ont passé complètement sous silence, véritable censure, les centaines de milliers de manifestants qui ont défilé le même jour au Portugal contre les mêmes attaques sur leurs conditions de vie et de travail. Une semaine plus tard, le 19, c'était au tour des grandes villes espagnoles d'être envahies par autant de manifestants contre les mesures d'austérité et de misère que la bourgeoisie met en place dans tous les pays. Si on y ajoute les multiples expressions de luttes ouvrières plus ou moins partielles et locales dans tous les pays européens et sur les autres continents – Chine, USA par exemple -, il doit être clair pour tous que le prolétariat international sous le coup d'attaques terribles contre ses conditions d'existence tend à développer une riposte générale au capitalisme en crise.

A ce jour – et depuis maintenant plusieurs mois -, le prolétariat en Grèce est à l'avant-garde de cette riposte ouvrière internationale. Non seulement la colère, la combativité et l'ampleur de la résistance ouvrière dans le pays sont des exemples à suivre pour tous⁴, mais surtout les ouvriers en Grèce tendent de plus en plus à s'opposer directement à l'État de la classe bourgeoise en essayant de le paralyser. Outre les occupations de mairie et autres lieux de pouvoir, les différentes tentatives – dont l'une fut violemment réprimée par la milice stalinienne du syndicat FAME – d'empêcher l'accès des députés au Parlement afin que les plans d'austérité ne puissent être votés, expriment la volonté et la nécessité de s'opposer directement et par la force au pouvoir d'État bourgeois. **En lien direct** avec cette dynamique politique d'affrontement de classe avec l'État, l'organisation autonome de différentes luttes particulières, mais toutes inscrites dans le combat général, - comme dans la sidérurgie, dans les hôpitaux, dans l'enseignement... - tout comme l'organisation de distribution collective de vivres pris dans les magasins tendent aussi à se développer.

Dans ce sens, nous continuons à défendre que *Le prolétariat en Grèce nous montre la voie !*

Si, à l'heure actuelle, les ouvriers ne s'affrontaient qu'à la seule bourgeoisie grecque, il y a de forte chance que la force de leur mouvement aurait obligé celle-ci à reculer, au moins momentanément, sur les dernières attaques économiques afin de ménager son pouvoir d'État. Mais le prolétariat en Grèce se confronte à la bourgeoisie internationale, européenne au premier chef. C'est vrai au plan économique : il n'est que de voir les pressions que les principaux pays européens exercent sur la bourgeoisie grecque pour la mise en place rapide et brutale de l'austérité généralisée. C'est encore plus vrai au plan politique car la classe dominante internationale ne peut ignorer ni laisser une telle lutte, au fur et à mesure qu'elle s'exprime et se développe, prendre un caractère exemplaire majeur pour les prolétaires du monde entier. Voilà pourquoi tout est fait pour maintenir isolée la classe ouvrière

3 Nous invitons nos lecteurs à prendre connaissance du témoignage publié par la revue *Controverses* [En Grèce, la bourgeoisie déclare la guerre au prolétariat](#) sur la réalité des manifestations du 19 février et sur la dynamique de la lutte ouvrière en cours dans le pays.

4 C'est ce que nous soulignons dans notre tract d'octobre dernier [Suissons la voie que nous montre le prolétariat en Grèce](#) que nous remettons en première page de notre site internet.

grecque et, dans la mesure du possible, la conduire rapidement à une lourde défaite. Mais, en cherchant à provoquer cette défaite, ce n'est pas seulement le prolétariat grec que la bourgeoisie veut atteindre mais l'ensemble du prolétariat. L'enjeu essentiel de la situation ne se situe pas à Athènes et Salonique ; il est surtout entre les mains du prolétariat international et tout spécialement européen.

Dans ce sens, nous appelons les classes ouvrières des différents pays européens, déjà massivement mobilisées, non seulement à suivre l'exemple grec, à le soutenir, mais surtout à en prendre le relais en s'engageant résolument dans le combat. Pour imposer un rapport de forces plus favorable à la classe ouvrière dans tous les pays, pour que les différentes bourgeoisies commencent à craindre la propagation généralisée d'un incendie de lutte qui mettrait en question ouvertement non seulement leur politique économique de misère et de mort mais aussi leur propre pouvoir de classe, les ouvriers ne peuvent pas se contenter de manifester leur colère et leur combativité derrière les syndicats et les forces politiques de gauche du capital. Ils doivent hisser leurs différents combats au moins au niveau de celui de leurs frères de classe en Grèce en s'opposant aux sabotages de ces forces et en leur disputant la direction et l'organisation de la lutte.

Car c'est bel et bien tous les "politiciens" qu'il faut "jeter", comme le crient les manifestants en Grèce ; c'est bel et bien toute la machine de l'État bourgeois qu'il faut paralyser comme s'essaient à le faire les ouvriers en Grèce ; c'est bel et bien dans la lutte massive et dans son organisation à partir des lieux de travail que le combat doit se mener et se développer ; c'est bel et bien la seule voie qui puisse dégager la perspective de la destruction de l'État bourgeois et du capitalisme.

De manière immédiate, c'est le seul moyen de venir en aide aux ouvriers grecs et de leur permettre de s'engager avec le maximum de fermeté, de décision et de conviction dans la voie politique de l'affrontement de classe avec l'État. C'est le seul moyen de faire que les luttes s'internationalisent et opposent au front uni des différentes bourgeoisies nationales le front international de classe du prolétariat. Car nous n'y trompons pas : la bourgeoisie qui a déclaré la guerre ouverte aux ouvriers de tous les pays, est fort capable de vouloir faire du "cas grec" un exemple sanglant pour l'ensemble du prolétariat international si on laisse nos frères de classe isolés.

Aux prolétaires dans tous les pays : rejoignez et reprenez le combat de nos frères de classe en Grèce, contre votre propre bourgeoisie !

Aux prolétaires en Grèce : votre combat contre la bourgeoisie passe par le renforcement de l'unité de tous les secteurs et son organisation en assemblées, en comités de grève et de lutte, centralisé au plan national !

Partout, dans tous les pays, refusons l'austérité et la misère !

Au front de classe international de la bourgeoisie, opposons le front de classe international du prolétariat !

A bas le capitalisme !

22 février 2012.

Nota bene : nous remettons sur les premières pages, française, anglaise et espagnole, de notre site le tract que nous avons distribué en octobre dernier. Pour l'essentiel, il nous semble encore valables et les commentaires qui précèdent viennent, nous semble-t-il l'actualiser et donner les éléments pour définir une orientation d'intervention politique pour les communistes et des mots d'ordre tant au plan international qu'en Grèce même.

Réflexions sur la signification internationale des élections françaises

Le résultat du premier tour de l'élection présidentielle française tombent au moment même où nous terminons ce bulletin. Ces élections n'intéressent pas que la bourgeoisie française. Leurs résultats ont une signification internationale, ou pour le moins européenne, au moment où plusieurs pays de ce continent vont connaître de nouvelles élections au terme des mandats précédents – l'Allemagne en particulier - et au moment où d'autres bourgeoisies nationales provoquent des élections anticipées – tels les Pays-Bas. C'est cette signification internationale que nous voulons mettre en évidence.

En effet, de nouvelles configuration des appareils politiques se font jour avec ces élections qui vont tendre à se reproduire dans les mois et années à venir. Il est, en effet, presque certain que le candidat du PS, François Hollande, sera le prochain président français⁵. L'autre fait marquant de cette élection est la montée en puissance d'une "gauche de la gauche" – le Front de gauche avec Melenchon à sa tête - dont la colonne vertébrale se trouve être le vieil appareil stalinien du PCF. Ces deux partis politiques de la gauche du capital, loin d'être opposés l'un à l'autre ainsi qu'ils cherchent à le laisser paraître, sont en fait les deux tranchants d'une seule et même arme que la bourgeoisie compte aujourd'hui utiliser contre le prolétariat.

Nous avons donc une gauche "de gouvernement" qui va mener une politique dans laquelle l'intervention de l'Etat, le capitalisme

5 Nous ne prenons pas trop de risque en pariant sur son élection dans 15 jours au vu des sondages. Mais au cas où il n'en serait rien et que Sarkozy serait finalement réélu, nous ne pensons pas que cela remettrait en cause sur le fond notre propos. Les derniers "arguments" de la campagne électorale de ce dernier, en particulier la volonté de revoir le pacte de stabilité européen au profit d'une politique plus soutenue de croissance, le retrait des troupes françaises d'Afghanistan – pour ne citer que deux éléments significatifs parmi d'autres - reprennent les orientations avancées par Hollande. La différence serait que la nouvelle équipe d'Hollande serait moins marquée par les orientations et la politique du passé et donc plus en capacité de la mener que Sarkozy dont le passé néo-libéral et les constants zig-zag et hésitations au plan de la politique "étrangère" ont semé le doute sur ses capacités de chef d'Etat au sein de la bourgeoisie française.

d'Etat, va augmenter et se renforcer, une politique néo-keynésienne – c'est le sens de la volonté de Hollande de renégocier le "Pacte de stabilité" avec Merkel et la bourgeoisie allemande "pour y introduire un peu de croissance". Il convient de souligner que cette volonté "d'introduire un volet de croissance" dans la politique européenne face à la crise fait son chemin au sein des différentes classes dominantes : à l'heure où la bourgeoisie des Pays-Bas a provoqué des élections anticipées, il est intéressant de noter que des fractions de celle-ci, jusqu'alors alignée sur la politique "de réduction drastique des déficits et des dettes souveraines" prônée par l'Allemagne, souhaitent aussi introduire "plus de croissance". Aucune illusion n'existe sur ce plan au sein de la bourgeoisie : elle sait qu'une éventuelle croissance "à crédit" ne solutionnera pas la crise. Elle sait que les contradictions du capitalisme s'expriment dans une crise de surproduction généralisée. Et aucune illusion ne doit avoir les prolétaires, car cette éventuelle "croissance" ne leur apportera pas un quelconque soulagement dans leurs souffrances, ni de pauses dans les attaques qu'ils subissent. La volonté d'imposer, en Europe du moins, une politique économique avec un "volet de croissance" répond, chez les fractions les plus "intelligentes" de la bourgeoisie, à la conscience de la nécessité de développer une industrie de guerre européenne encore plus efficace et une défense européenne digne de ce nom.

Et nous avons avec le Front de gauche, une gauche "appelée à rester dans l'opposition", au langage "social", voire "révolutionnaire" et "classiste", qui ne se veut pas "gestionnaire" et dont l'objet est de contrôler, d'encadrer, et de faire dévier, puis de défaire, les inévitables luttes ouvrières face à la crise et aux attaques qu'assèneront les "socialistes gouvernementaux". Comme ne cesse de le clamer Melenchon : "*nous sommes là pour durer !*" L'existence du même type de parti n'est pas nouveau en Europe et le parti de la gauche en Allemagne, *Die Linke*, existe maintenant depuis plusieurs années, en fait depuis les mesures drastiques que la bourgeoisie allemande a prises contre la classe ouvrière lors de la gouvernance du... socialiste Schröder.

En fait, les bourgeoisies nationales se doivent d'adapter leur appareil d'Etat, et en particulier, l'appareil politique, aux nouvelles conditions qu'impose la crise économique. Dans leur grande majorité, en particulier en Europe, les équipes bourgeoises au pouvoir sont des équipes gouvernementales formées avant 2008, avant la crise des "subprimes". Elles sont marquées par l'idéologie et les théories "néo-libérales" en vogue depuis les années 1980. Or la faillite du "libéralisme" handicape, aujourd'hui, sérieusement et profondément ces équipes tant au plan économique que politique. En effet, ce ne sont certainement pas des politiciens, des économistes et autres hauts-fonctionnaires ou spécialistes élevés au biberon de l'idéologie libérale qui peuvent du jour au lendemain mettre en application avec le plus d'efficacité, du point de vue de la bourgeoisie s'entend, les mesures étatiques nouvelles et l'intervention plus directe et massive de l'Etat, pour mener à bien des politiques néo-keynésiennes...

Ces politiques "économiques" présentent un objectif politique fondamental : l'indispensable préparation des principales puissances impérialistes à la guerre généralisée. Sur ce plan, la bourgeoisie européenne se doit de s'atteler à cette tâche avec décision et détermination. Et ensuite d'orienter de la manière la plus efficace les attaques contre la classe ouvrière car c'est elle qui va payer non seulement pour la crise actuelle mais aussi pour l'économie de guerre. Cette politique "économique" contre la classe ouvrière qui n'empêchera pas les réactions prolétariennes massives, se doit d'être accompagnée, complétée, par un dispositif de forces de gauche parlant "au nom de la classe ouvrière", s'appuyant sur les appareils syndicaux et dont l'objet est de contrôler autant que faire se peut ces luttes, de les faire dévier de leur objectif et revendications de classe, de les saboter et de les défaire.

De ce point de vue, l'élection en France d'un Hollande va certainement en finir avec les attermolements et les hésitations de la politique "étrangère" de Sarkozy qui, pro-américain par "goût personnel" si l'on peut dire, a dû finalement se plier aux exigences des tendances lourdes des intérêts impérialistes de la bourgeoisie française qui la poussent inexorablement à se tenir liée et alignée sur l'Allemagne. Néanmoins, il ne fait aucun doute que le personnage n'est pas suffisamment fiable sur ce plan et que la venue au pouvoir d'un pro-européen convaincu va marquer un pas supplémentaire dans le développement et l'affirmation d'une politique impérialiste plus déterminée, d'une diplomatie européenne et politique de défense plus affirmées, d'initiatives internationales vis-à-vis des "puissances émergentes", Chine, Amérique Latine, qui s'élèvent contre les Etats-Unis, de la remise en cause du dollar comme monnaie de réserve, etc.

Dans cette préparation à la guerre, la bourgeoisie a besoin du maximum d'ordre et de stabilité. La capacité des nouvelles équipes gouvernementales à contrôler et à défaire les luttes ouvrières avec l'aide des forces d'opposition de gauche radicale est une nécessité centrale qui vient encore renforcer la nécessaire venue de nouvelles équipes et de nouveaux hommes politiques qui ne soient pas handicapés par les politiques du passé. Car outre le sabotage des luttes ouvrières, le langage ultra-chauvin d'un Melenchon et du PCF au nom des "idéaux révolutionnaires de 1789 et de la Commune de Paris" va venir compléter au plan idéologique le sale travail accompli dans les luttes. Là-aussi Hollande a besoin de Melenchon, les deux réunis autour du drapeau tricolore ! Les deux visant à y enchaîner le prolétariat français. Nul doute que les autres bourgeoisies trouveront leurs équivalents en leur propre sein. N'est-ce pas déjà le cas avec *Die Linke* ?

Loin de représenter une baisse des attaques contre le prolétariat, et encore moins un soulagement pour ce dernier, l'adaptation des appareils politiques des Etats bourgeois, y compris et surtout avec des gouvernements de gauche, signifie que la classe dominante se prépare à porter des attaques encore plus fortes. Bien loin de représenter une accalmie de la lutte des classes, la venue de ces nouveaux appareils marque au contraire l'aggravation et l'accentuation des contradictions de classe.

22 avril 2012

**1917, le prolétariat prend le pouvoir
(Tendance Communiste Internationaliste)**

Nous reproduisons ici un article de la TCI sur la prise du pouvoir par le prolétariat en Russie en octobre 1917. En fait, cet article constitue un chapitre d'une brochure de la Communist Workers Organization dont les camarades ont décidé de republier des parties sur leur site (www.leftcom.org). Ce chapitre, traduit par nous de l'anglais, traite uniquement des journées d'Octobre, celles-là mêmes de l'insurrection ouvrière et de la prise du pouvoir par les "Soviets" ou "conseils ouvriers" –, organes de l'insurrection prolétarienne et de l'exercice du pouvoir, c'est-à-dire de la dictature du prolétariat, comme les définissait Trotsky.

La valeur de ce texte est à souligner par sa capacité à présenter, concrètement, comment les soviets, en tant que formes d'organisation de l'ensemble du prolétariat russe, furent en capacité de réaliser leur tâche historique sous la direction du parti communiste (le parti bolchévique), l'avant-garde politique du prolétariat. Et comment ce dernier ne put se hisser à la hauteur de sa tâche que grâce à la mobilisation révolutionnaire des masses ouvrières et de soldats et au prix de luttes politiques internes au parti lui-même. Bref, une des qualités du texte est de souligner et de mettre en valeur le "rapport dialectique" qui s'est établi concrètement alors entre le parti et l'ensemble de la classe révolutionnaire et qui a garanti le succès de l'insurrection ouvrière.

Ainsi, le texte anéantit la thèse sans cesse rabâchée selon laquelle Octobre 1917 fut un coup d'Etat organisé par une minorité de révolutionnaires professionnels dirigés d'une main de fer par Lénine. Un des arguments de cette thèse est que l'insurrection, plus particulièrement la prise du Palais d'hiver, le siège du gouvernement de Kerenski, eut lieu dans une ville où, par ailleurs le calme régnait et qu'elle rencontra le succès du fait de la faiblesse des défenseurs armés du gouvernement bourgeois. Le texte de la TCI répond, on ne peut plus clairement, à ce problème. Il montre que c'est justement la force et la mobilisation massive du prolétariat, regroupé politiquement autour du parti bolchévique, y compris parfois en devançant celui-ci ou des fractions significatives de celui-ci, qui fit que le pouvoir d'Etat bourgeois tomba alors comme un fruit mûr, avec peu d'affrontements et de victimes. Cette "facilité" de l'insurrection est, bien au contraire, la manifestation de la force et de la conscience élevée des grandes masses du prolétariat à ce moment-là et de leur participation directe et massive à la prise du pouvoir ; c'est l'anti-thèse d'un coup d'Etat imposé par une minorité.

De même, le texte rejette la mystification d'un parti bolchévique homogène et décidé ou sous la férule d'un seul homme, Lénine. Bien au contraire, il met en lumière comment le parti d'avant-garde lui-même fut traversé des mêmes types d'hésitations et contradictions que l'ensemble de la classe et comment le combat politique pour gagner le parti à l'insurrection fut difficile et aurait même pu être perdu. Et comment ce fut justement la force et la mobilisation révolutionnaires des masses prolétariennes, sur lesquels Lénine et certaines fractions du parti s'appuyèrent, qui permirent de mener le combat contre ceux qui s'opposaient à l'insurrection au sein même des organes de direction bolchévique.

Enfin, et leçon tout aussi importante, l'article des camarades de la TCI met en relief comment Lénine et le parti furent guidés par deux principes de classe essentiels qui leur permirent d'être à la hauteur de la situation : le premier que l'on peut définir comme la nécessité de la destruction de l'Etat bourgeois et de l'établissement de la dictature du prolétariat, principe qui guide et définit toute politique communiste aussi bien dans une période immédiatement révolutionnaire que dans des périodes où la lutte des classes est moins aiguës et plus "quotidienne", y compris lorsque le prolétariat n'est pas massivement mobilisé⁶ ; le second, tout aussi permanent et fondamental, étant l'internationalisme prolétarien. Juste un mot sur ce plan : c'est justement la vision internationaliste des bolcheviks, qu'on ne peut réduire à la seule dénonciation de la guerre impérialiste mais qui inclut l'appel à la guerre civile, à la destruction de l'Etat bourgeois et à l'instauration de la dictature du prolétariat – voilà le véritable internationalisme de classe car seul internationalisme conséquent –, qui leur permit de comprendre l'absolue nécessité d'instaurer le pouvoir des soviets comme premier point d'appui pour l'ensemble du prolétariat international alors même que la guerre impérialiste, la 1^o guerre mondiale, se poursuivait⁷ ; et comme facteur concret, matériel, à dimension avant tout internationale de la lutte contre la guerre impérialiste et pour la révolution internationale.

On le voit, l'article des camarades de la TCI n'est pas un texte "historique" traitant d'une expérience passée dont on

6 Nous ne pouvons développer sur cette question ici. Mentionnons juste que l'expérience du parti bolchévique et surtout de Lénine – on pourrait citer aussi dans une certaine mesure Trotsky - depuis les débuts même de la sociale-démocratie russe, est marquée par leur capacité à juger chaque situation et à déterminer l'intervention communiste en fonction de ce principe, en fonction du rapport à l'Etat bourgeois, c'est-à-dire du nécessaire et inévitable affrontement politique de classe avec celui-ci, et cela **à tout moment, à toutes les étapes, de la lutte des classes.**

7 La dimension concrète et réelle de l'internationalisme du parti bolchévique est d'autant plus à souligner ici qu'elle est remise en cause par des nouveaux "innovateurs" qui la mettent en doute comme nous le soulignons dans l'introduction du texte *La Russie que nous aimons et défendons* d'Onorato Damen écrit en 1943 que nous reproduisons dans ce numéro.

pourrait éventuellement tirer quelques enseignements et puis "passer à autre chose". A l'heure où le capitalisme s'enfonce dans une crise profonde qui voit la bourgeoisie obligée d'attaquer férocement le prolétariat dans tous les pays et, en même temps, préparer la seule issue qu'elle puisse offrir à sa faillite économique, la guerre généralisée, les leçons de l'Octobre 1917 redeviennent essentielles pour le développement même du combat de classe d'aujourd'hui ; et pour présenter l'alternative prolétarienne et communiste à la barbarie capitaliste. Le texte de la TCI vient nous rappeler l'actualité de la Révolution russe, de ses principes et de ses enseignements, et le phare qu'elle est pour le combat historique du prolétariat international.

Mars 2012, la FGCI.

1917, le prolétariat prend le pouvoir (Tendance Communiste Internationaliste)

Le soir du 24 octobre, le gouvernement provisoire avait à sa disposition à peine plus de 25 000 hommes. Le soir du 25, alors que les préparatifs pour l'assaut du Palais d'hiver étaient en cours, les bolcheviks rassemblaient, face au dernier refuge du Gouvernement provisoire, près de 20 000 gardes rouges, marins et soldats. Cependant, à l'intérieur du palais, il n'y avait pas plus de 3000 hommes pour défendre l'édifice et nombre d'entre eux abandonnèrent leur poste au cours de la nuit. Grâce à cette supériorité écrasante des troupes bolchéviques, aucun combat sérieux n'eut lieu dans la capitale du 24 au 26 octobre ; le nombre total de tués de chaque côté ne dépassa pas la quinzaine et, concernant les blessés, la soixantaine.

Durant ces heures critiques, alors que les principaux points stratégiques de la ville passaient sous le contrôle des bolcheviks (téléphone et télégraphe, les ponts, les gares, le Palais d'hiver, etc.), la vie se poursuivait normalement dans l'ensemble de Petrograd.

La plupart des soldats restaient dans leurs casernes, les entreprises et les usines continuaient à fonctionner et, dans les écoles, toutes les classes fonctionnaient. Il n'y eut ni grèves ni manifestations de masse telles que celles qui marquèrent la Révolution de février. Les théâtres de films (qu'on appelait alors "cinématographes") étaient bondés ; il y avait des séances régulières dans tous les théâtres et les gens se promenaient comme d'habitude sur la Perspective Nevksy. Les gens ordinaires, non-politisés pouvaient ne pas réaliser que des événements historiques étaient en train de se produire ; même dans les principaux moyens de transport public que représentaient les lignes de tramways en 1917, le service était normal. Ce fut d'ailleurs dans un de ces tramways que Lénine, déguisé, et son garde du corps Eino Rahya rejoignèrent Smolny tard le soir du 24.

C'est ainsi que l'historien soviétique "dissident" Roy Medvedev décrit la Révolution d'Octobre. Cette image de Lénine allant à la révolution dans un tramway correspond parfaitement à la vision que donne Trotsky de ces jours-là :

"Il n'y eut presque point de manifestations, de combats de rues, de barricades, de tout ce que l'on entend d'ordinaire par "insurrection" ; la révolution n'avait pas besoin de résoudre un problème déjà résolu. La saisie de l'appareil gouvernemental pouvait être effectuée d'après un plan, avec l'aide de détachements armés relativement peu nombreux, partant d'un centre unique. (...)

Mais précisément, le fait que la résistance du gouvernement

se borna à la défense du Palais détermine nettement la place du 25 octobre dans le développement de la lutte. Le palais d'Hiver se trouva être la dernière redoute d'un régime politiquement brisé en huit mois d'existence et définitivement désarmé pendant la dernière quinzaine." ("Histoire de la révolution russe – Octobre", p. 670).

Les classes de privilégiés russes s'attendaient à une orgie de pillages et de meurtres, au chaos politique et à la disparition de toute morale humaine. Au lieu de cela, elles se trouvèrent en face d'un changement dans l'ordre, ce qui a dû être encore plus terrifiant pour elles. Les masses prolétariennes ont montré qu'elles ne dépendaient pas de quelques chefs et qu'elles étaient capables de trouver leurs propres formes de pouvoir. À l'évidence, par la suite, les historiens de la classe ennemie ont déformé cette réalité d'Octobre 17 et peint la révolution prolétarienne sous les seules couleurs de sa dernière phase. Ils ont pu ainsi propager la légende qu'il s'agissait d'un banal putsch, d'un coup d'État perpétré par un petit groupe de fanatiques alors que les masses étaient restées spectatrices. Outre le fait que le parti bolchévique comprenait 300 000 membres ou le fait qu'il avait l'appui actif de presque tous les soldats de Petrograd (environ 300 000 hommes), comment comprendre qu'il a pu débattre publiquement, dans la presse qui était accessible à tous, de la question de la prise du pouvoir et cela durant les deux dernières semaines qui ont précédé la chute du Gouvernement provisoire ? Définir la nature prolétarienne de la Révolution d'Octobre n'est pas notre but ici, dans la mesure où nous considérons cela comme une évidence. Ce dont nous avons besoin, c'est de voir quelles sont les circonstances dans lesquelles la révolution a eu lieu, d'examiner non seulement comment le prolétariat a fait du parti bolchévique son instrument mais aussi comment la politique des bolcheviks a passé l'épreuve de la difficile situation de septembre et d'octobre 1917.

Les bolcheviks peuvent-ils prendre le pouvoir ?

Le sort de l'ordre bourgeois en Russie était scellé à partir du moment où les armées du Kaiser ont occupé Riga en août 1917. Au lieu des victoires promises, les Allemands étaient sur le point d'avancer jusqu'à Petrograd. Lénine, cependant, se battait en faveur de l'insurrection à partir du moment où il comprit que les autres partis qui se disaient socialistes (les mencheviks et les Socialistes-révolutionnaires), fidèles à leur position de soutien à un système bourgeois, n'avaient pas

l'intention de défendre le pouvoir soviétique. Mais le Comité central bolchévique a semblé ignorer ses courriers. Le pire pour lui, alors qu'il se cachait, c'était que le Comité central bolchévique semblait plutôt favorable à Kerensky et à sa volonté de maintenir son pouvoir chancelant. Suite à la défaite de Kornilov, le Gouvernement provisoire appela à une "*Conférence démocratique*" pour essayer de réunir autour du pouvoir bourgeois tous les partis représentés au soviet. La catastrophe pour Lénine, ce fut que le Comité central bolchévique tomba dans ce piège et participa à cette mascarade (Lénine approuva Trotsky qui avait défendu le boycott de cette "assemblée").

Ils étaient aussi d'accord pour participer au soit-disant "Pré-parlement" que Kerensky voulait utiliser pour légitimer la position de son gouvernement non élu. Lénine répondit dans un texte intitulé *Notes d'un publiciste*, dans lequel il s'est attaqué au Comité central :

"Il n'est pas possible de douter que, dans les "milieux dirigeants" de notre parti, on remarque des hésitations qui peuvent devenir funestes (...). Tout ne marche pas droit dans les milieux dirigeants "parlementaires" du parti ; apportons-y une plus grande attention ; que les ouvriers les surveillent mieux. (...) L'erreur de notre parti est évidente. Au parti en lutte de la classe d'avant-garde les erreurs ne font pas peur. Ce qui serait terrible, ce serait l'obstination dans l'erreur ..." (Lénine, Oeuvres complètes, tome 26, septembre 1917).

Non seulement les dirigeants bolchéviques, autour de Kamenev, ont persisté dans l'erreur, mais ils l'ont aggravée en écartant toutes les critiques de Lénine concernant leur approche vis-à-vis de la Conférence démocratique et la future insurrection.

Bien que Lénine écrivit des centaines et des centaines de lignes pour les pousser à l'action, ils firent le maximum pour que les passages-clés ne soient pas publiés. Frustré, Lénine présenta finalement sa démission du Comité central tout en "[se] réservant la liberté de s'adresser aux militants" du parti. Bien que le Comité central ne discuta même pas de cette lettre de démission, elle autorisa Lénine à développer une correspondance personnelle avec des éléments qui faisaient partie d'autres organisations du parti. Cela prouve, une fois de plus, que Lénine était loin d'être une figure isolée luttant contre un parti médiocre, ainsi que le prétendent toutes les "histoires" de la Révolution Russe. Sa lutte, il la menait contre une direction du parti qui se sentait plus concernée par la survivance du parti que par la victoire de la classe ouvrière. Quand l'ensemble du parti eut connaissance des questions en jeu, il pris position pour les positions de Lénine. L'exemple le plus significatif fut celui du Comité de Pétrograd. Quand la censure de la discussion fut révélée, il exprima sa colère contre le Comité central. En fait, le débat fondamental sur la nécessité de l'insurrection eut lieu vraiment dans le Comité de Pétrograd. Là, il n'y avait pas des Kamenev qui cherchaient à traiter avec les mencheviks et qui s'opposaient à l'orientation internationaliste des bolcheviks. Cette dernière s'était clairement exprimée dès les conférences de Zimmerwald et de Kienthal, au début de la Première guerre mondiale, et avait pris sa nouvelle forme programmatique dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* de Lénine. La question de l'internationalisme était maintenant vitale dans les

préoccupations des bolcheviks à Petrograd. Dans le débat sur la nécessité de l'insurrection, l'opposant le plus solide face à Lénine était Volodarsky. Celui-ci s'appuyait sur l'arriération de la Russie et insistait sur le fait que les bolcheviks devraient prendre leur temps car la Révolution Russe ne pouvait vaincre qu'en tant que partie de la révolution mondiale. Les partisans de Lénine étaient d'accord que le sort de la Révolution Russe ne pouvait que dépendre du sort de la révolution mondiale. Mais ils étaient convaincus que le prolétariat russe avait là une opportunité que les prolétariats des autres pays n'avaient pas encore. Les ouvriers russes devaient donc prendre le pouvoir et tenir le coup jusqu'à ce que la révolution se développe en Europe.

Cet argument pour ne pas retarder plus longtemps cette échéance finit par l'emporter. Lénine développa la position internationaliste dans son texte *La crise est mure*. Ce texte, comme beaucoup d'autres écrits dans cette période, mérite d'être cité en entier, mais nous nous contenterons ici d'en donner quelques lignes qui indiquent l'essence internationaliste du bolchévisme – le principe fondamental qui, sans équivoque, dans la première guerre mondiale, le définissait comme prolétarien.

"Il est hors de doute que la fin de septembre nous a apporté le tournant le plus grand de l'histoire de la révolution russe et, selon toutes les apparences, de l'histoire de la révolution mondiale... Et voici aujourd'hui la troisième étape que l'on peut appeler le prélude de la révolution. Les arrestations en masse des chefs du parti dans la libre Italie et surtout le début de mutineries militaires en Allemagne sont les symptômes irrécusables d'un grand tournant, les symptômes d'une veille de la révolution à l'échelle mondiale. (...) Et comme nous sommes, nous bolchéviks russes, les seuls internationalistes prolétariens du monde à jouir d'une liberté immense en somme, à avoir un parti légal, une vingtaine de journaux, comme nous avons avec nous les Soviets de députés ouvriers et soldats des deux capitales et la majorité des masses en période révolutionnaire, on peut et on doit en vérité nous appliquer les paroles : "Il vous a été beaucoup donné, il vous sera beaucoup demandé" (Lénine, idem).

Cet argument gagna tout le parti et, le 10 octobre, le Comité central vota son accord de principe sur la nécessité d'organiser l'insurrection. Ce n'était pas simplement la victoire d'un seul homme, ou même celle d'un parti, mais celle de la classe ouvrière internationale. Le problème qui se posait maintenant était : comment l'insurrection allait-elle se produire ?

Les soldats deviennent bolcheviks

Comme nous l'avons montré dans le chapitre précédent, les bolchéviks gagnèrent un soutien énorme pour leur politique bien avant que le second Congrès des soviets de Russie fut convoqué. En fait, 80% des délégués ouvriers à cet organe était des partisans des bolchéviks. Cependant, cela ne signifiait pas que le prolétariat était imprégné de la conscience communiste ; cela, en effet, aurait été impossible étant donné les conditions du moment. Ce qui le marquait, c'était les revendications concrètes qu'il avait accumulées tout

au long de 1917. Il exigeait la fin de la guerre et les misères qui vont avec, telles les restrictions de nourriture et l'inflation. Il avait constaté que la coalition autour du Gouvernement provisoire bourgeois n'avait fait que poursuivre la guerre. En outre, les armées allemandes continuaient leur avancée vers Petrograd et nombreux étaient ceux qui étaient persuadés que Kerensky voulait que la ville tombe aux mains des ennemis, et cela afin que la révolution soit écrasée. Cette situation impliquait l'obligation pour les bolchéviks d'augmenter rapidement leur influence dans la classe car ils étaient le seul parti qui s'opposait sans ambiguïté à la guerre et qui n'avait cessé de réclamer *"tout le pouvoir aux soviets"*. En octobre 1917, ces questions étaient tellement liées que, les uns après les autres, les régiments votaient le refus d'obéir aux ordres les sommant de partir pour le front et décidaient de ne suivre que les directives des soviets. Une résolution significative de cela fut celle du régiment des Gardes d'Egersky le 12 octobre :

"Déplacer la garnison révolutionnaire de Petrograd n'est une nécessité que pour la bourgeoisie privilégiée ; c'est le moyen d'étouffer la révolution. (...) Nous déclarons à tous ceux qui nous entendent que, tout en refusant de quitter Petrograd, nous resterons à l'écoute de la parole des vrais dirigeants de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre, c'est-à-dire le Soviet des Députés d'Ouvriers et de Soldats. Nous aurons confiance et suivrons celui-ci parce que tous les autres ne sont que des traîtres et trompent ouvertement la révolution mondiale." C'est ce que dit Rabinovitch à la page 227 de son livre *Les bolcheviks arrivent au pouvoir*.

L'adoption de cette résolution est une des expressions du combat décisif pour le contrôle des forces à Saint-Petersbourg. Le 9 octobre, Trotsky réussit à faire passer une résolution au Soviet de Saint-Petersbourg qui exigeait la paix, la fin du gouvernement Kerensky et, plus significatif, qui appelait à ce que la défense de Saint-Petersbourg soit assumée par le Soviet lui-même. Suite à son adoption, cette proposition entraîna la création du fameux Comité militaire révolutionnaire qui allait coordonner la prise concrète du pouvoir le 25 octobre. Contrairement à ce que développeront les mensonges staliniens, le Comité ne fut pas créé de manière préméditée en tant que coordinateur de la prise du pouvoir. Il apparut ainsi du fait que les mencheviks refusèrent d'en faire partie. Le Comité fut donc constitué des seuls bolcheviks et des Socialistes-révolutionnaires de gauche qui étaient d'accord sur la nécessité de donner le pouvoir aux soviets. De plus, la résolution pour la création du Comité militaire révolutionnaire fut antérieure à l'adoption, par le Comité central bolchévique, des arguments défendus par Lénine pour la prise du pouvoir immédiate. La dernière preuve que le Comité militaire révolutionnaire n'était pas considéré comme l'organisateur de la Révolution d'Octobre est que Lénine et la plupart des bolchéviks (à l'exception de Trotsky et Volodarski) estimaient que c'était à la propre Organisation militaire des bolchéviks que devait revenir la responsabilité d'assumer les dispositions pratiques. Cependant, cette dernière, qui avait fait preuve d'aventurisme en juillet, avait été si sévèrement critiquée au sein du parti qu'elle ne voulait plus se brûler les doigts. Ses actions étaient si hésitantes et prudentes qu'en fin de

compte elle ne joua qu'un rôle subsidiaire plutôt qu'un rôle dirigeant.

La cause fondamentale de cela, comme pour de nombreux problèmes posés en 1917, se situait au niveau des intérêts impérialistes de la bourgeoisie pour continuer la guerre. La guerre avait abouti à la chute du tsarisme, elle sonnerait maintenant le glas de la bourgeoisie russe et de ses valets social-démocrates des partis SR et menchévique. Le fait que Kerensky voulait que la garnison de Saint-Petersbourg aille sur le front et le fait que les troupes refusaient d'y aller montraient que Kerensky était en fait confronté à une mutinerie d'autant que ces troupes se placèrent sous le commandement du Comité militaire révolutionnaire du Soviet. Quand Kerenski et son chef militaire à Saint-Petersbourg, le général Polkovnikov, s'en rendirent compte, il était déjà trop tard. Le Comité militaire révolutionnaire était parvenu à disposer de commissaires loyaux au Soviet dans la plupart des régiments. Quand Kerenski réalisa qu'il avait peu de troupes sur lesquelles il pouvait réellement compter dans la capitale, il télégraphia pour faire venir des troupes du front. Mais il lui fut répondu que ces dernières étaient tellement *"contaminées par le bolchévisme"* qu'elles refuseraient de bouger tant qu'on ne leur dirait pas l'objet de leur transfert. En bref, le Gouvernement provisoire était pratiquement paralysé. Quand, le 23 octobre, Kerenski finit par agir, ce fut pour donner l'ordre d'arrêter tous les bolchéviks qui étaient en liberté provisoire après les Journées de juillet (cela incluait tous les dirigeants militaires du parti) et d'interdire la presse bolchévique pour cause de sédition. Mais pour faire appliquer ces ordres, il ne pouvait compter que sur les cadets des écoles d'officiers, sur un bataillon de choc féminin et sur un régiment de fusiliers composé de blessés de guerre. La prise par la force de l'imprimerie *Trud* où le *Rabochii Put*, un journal bolchévique s'adressant aux ouvriers, était publié, fut le signal de la riposte pour le Comité militaire révolutionnaire. Très vite les ouvriers reprurent le contrôle de l'imprimerie et les troupes fidèles au Comité militaire révolutionnaire persuadèrent ceux qui pensaient répondre aux appels de Kerenski de rester neutres. Tout comme lors de l'épisode de Kornilov, les troupes envoyées vers la capitale furent aussi persuadées qu'elles n'avaient pas intérêt à soutenir les forces contre-révolutionnaires.

Il n'y avait plus alors d'obstacles militaires à la prise du pouvoir par la classe ouvrière, mais subsistaient les questions du "quand" et du "comment". Ce débat, qui avait fait rage dans le parti bolchévique tout au long de septembre, n'avait pas encore été complètement résolu malgré le vote du 10 octobre. Alors que certains membres du Comité militaire révolutionnaire voulaient le renversement immédiat de Kerenski, d'autres bolchéviks continuaient à considérer erroné ou prématuré un tel soulèvement. Trotsky résuma la situation correctement :

"Le gouvernement est impuissant ; nous n'en avons pas peur parce que nous nous sentons suffisamment forts... Certains de nos camarades, notamment Kamenev et Riazanov, n'approuvent pas notre évaluation de la situation. Pourtant, nous ne penchons ni à droite ni à gauche. Ce sont les circonstances et leur évolution qui nous ont permis de développer notre ligne tactique. Nous nous renforçons chaque jour. Notre objectif est de nous défendre et de

développer progressivement notre sphère d'influence pour donner une base solide au Congrès des Soviets de demain." (extrait du livre de Rabinovitch, page 253)

De façon évidente, Lénine ne voyait pas la situation ainsi. Après 7 semaines de combat politique pour un soulèvement immédiat contre un ennemi affaibli, il ne put se contenir. Pour la deuxième fois en un mois, il désobéit au Comité central qui le sommait de rester caché et il prit son fameux tramway pour rejoindre l'état-major bolchévique à l'Institut Smolny. Il avait déjà adressé un appel aux niveaux inférieurs du parti afin de les exhorter à faire pression sur le Comité central. Il y résumait tout ce qu'il avait mis en avant précédemment :

"L'histoire ne pardonnera pas l'ajournement aux révolutionnaires qui peuvent vaincre aujourd'hui (et qui vaincront aujourd'hui à coup sûr) ; ils risqueraient de perdre beaucoup demain, ils risqueraient de tout perdre.

En prenant le pouvoir aujourd'hui, nous le faisons non pas contre les Soviets, mais pour eux.

La prise du pouvoir est la tâche de l'insurrection ; son but politique apparaîtra clairement après.

Ce serait notre perte, ce serait du formalisme d'attendre le vote indécis du 25 octobre ; le peuple a le droit et le devoir de trancher de telles questions non pas par des votes, mais par la force (...) dans les moments critiques de la révolution (...). Le gouvernement hésite. Il faut l'achever à tout prix ! Attendre pour agir, c'est la mort." (Lénine, *Lettre aux membres du Comité central*, 24 octobre 1917).

En fait, les deux positions contiennent d'important éléments de vérité. Pour Trotsky, une nouvelle affaire Kornilov n'avait plus aucune chance de se produire..

Il estimait que les choses allaient suffisamment vite pour aller jusqu'au dénouement final (et Trotsky était parmi les plus capables de faire que ce processus s'accélére). De plus, Trotsky était au courant de quelque chose que Lénine ignorait encore, à savoir que la composition du Second congrès des Soviets de toute les Russies serait, de manière écrasante, en faveur du renversement du Gouvernement provisoire. Lénine, de son côté, craignait que ce dernier ait encore, en son sein, suffisamment de mencheviks et de S.R pour retarder toute décision sur le pouvoir du soviets jusqu'à la tenue de l'Assemblée constituante qui, selon lui, *"ne peut nous être favorable"*. Il voulait arriver devant les autres *"partis socialistes"* avec un fait accompli. Et si les mencheviks en venaient à le rejeter, ils s'affirmeraient eux-mêmes comme des bourgeois face à la classe ouvrière. En fait, c'est quasiment ainsi que les choses se sont déroulées.

L'Octobre prolétarien

La Révolution d'Octobre a été considérée comme la révolution la plus planifiée de tous les temps. C'est un prolétariat combatif, armé pour la bataille et fort de son propre instrument politique, le parti bolchévique, qui prit le pouvoir grâce à la plus ordonnée des actions de masse de l'histoire. Mais, cela ne doit pas nous faire perdre de vue certains faits qui caractérisent clairement le rapport entre le parti et la classe. Le Comité central bolchévique n'a jamais, à aucun moment, décidé de la date de l'insurrection. Il a

simplement été porté par la marche des événements et ce fut le Comité militaire révolutionnaire du Soviet de Saint-Petersbourg, contrôlé par les bolcheviks, qui dirigea l'attaque finale. Là aussi, la véritable direction politique du parti bolchévique se situait non dans les salles de réunion des comités mais dans les rues.

Quand Kerenski envoya les cadets fermer les ponts sur la Neva (coupant ainsi le centre de Saint-Petersbourg des quartiers ouvriers du côté de Vyborg) comme il l'avait fait en juillet :

"... ils furent accueillis par une foule furieuse de citoyens, beaucoup portant des armes. Forcés d'abandonner leurs armes, les cadets humiliés furent ramenés à leur école ; pour ce qu'on en sait, cette action se déroula sans aucune directive spécifique du Comité militaire révolutionnaire. De même, dès que le combat pour les ponts débuta, Ilyin-Zhenevsky, agissant de lui-même, poussa les soldats de la garnison à prendre le contrôle des petits ponts de Grenadesky et de Samsonesky..."

(Rabinowitch p.261)

En bref, on peut dire que malgré toute la planification et tous les débats, la révolution ne fut pas l'oeuvre d'une minorité menant simplement une majorité passive. Les bolcheviks en tant que centre de commandement militaire n'étaient pas aussi bien préparés que ce que l'histoire stalinienne a prétendu. Leur vrai succès, en tant que dirigeant de la classe ouvrière, fut d'entraîner le mouvement de masse vers des objectifs clairs qu'il pouvait suivre. Ainsi, les ouvriers, agissant avec la pleine conscience de l'importance de la situation, coupèrent le pont Liteiny, alors qu'un bolchevik (Ilyin-Zhenevsky), tout seul, n'a pas attendu les instructions venant du "centre" et a pu agir de sa propre initiative en adéquation avec les besoins de la situation. Comme nous l'avons montré tout au long de ce texte, la prédisposition des bolcheviks pour la tâche révolutionnaire n'était pas le fruit d'une supposée infaillibilité au niveau de la stratégie et des tactiques mais dans le fait qu'il était un parti véritablement enraciné dans l'avant-garde consciente de la classe ouvrière – et un parti capable d'apprendre de ses erreurs. Dans ce sens, il était l'organisateur du prolétariat dans la Révolution d'Octobre.

Sans la direction qu'il a exercé au niveau de l'avant-garde de la classe, la Révolution d'Octobre serait devenue une nouvelle défaite héroïque à rajouter dans la liste historique du prolétariat, qui est déjà trop longue.

La dernière démonstration du leadership des bolcheviks vis-à-vis des masses fut fournie par la répartition des délégués au Second congrès des Soviets de toute les Russies, qui donna 300 délégués pour les bolcheviks et 193 pour les Socialiste-Révolutionnaires (dont la moitié était formée par des SR de gauche qui étaient d'accord sur le renversement du Gouvernement provisoire) alors qu'il y avait 68 mencheviks et 14 mencheviks internationalistes autour de Martov. Les autres étaient, pour l'essentiel, des sans-parti mais, ainsi que les votes le montrèrent rapidement, la plupart soutenaient les bolcheviks. Les bolcheviks appuyèrent une motion proposée par Martov pour l'établissement d'un gouvernement de coalition de tous les partis socialistes. Mais, celle-ci fut sabotée par les mencheviks et les SR qui menacèrent de

quitter le congrès. Ils espéraient ainsi mobiliser le prolétariat contre les bolcheviks ; mais, en fait, comme le prolétariat était derrière les bolcheviks, ils ne purent qu'échouer, selon Trotsky, dans *"les poubelles de l'histoire"*. Le menchevik internationaliste Soukhanov le reconnaîtra quant il écrira par la suite :

"En quittant le Congrès, nous avons, nous-mêmes, laissé aux bolcheviks le monopole sur le Soviet, sur les masses et sur la révolution."

Malgré plusieurs tentatives faites, par la suite, par les mencheviks internationalistes de Martov afin d'essayer de former une coalition incluant les partis qui rejetaient le pouvoir des soviets, le Congrès décida de l'insurrection. Au même moment quasiment, le Palais d'hiver tombait entre les

mains de la classe ouvrière et les membres du Gouvernement provisoire étaient arrêtés - ce sont les seules arrestations qui ont été faites par la classe ouvrière. Kerensky s'était, auparavant, échappé pour essayer de rejoindre les régiments situés sur le front. Cette mésaventure devait être une nouvelle manifestation de l'écrasante victoire des bolcheviks, car ses efforts aboutirent quasiment à sa propre arrestation. Déguisé en femme, il s'échappa de Russie ; et, durant le demi-siècle suivant, à l'école de droit d'Harvard, il écrivit des mémoires mensongères.

Pendant ce temps, Lénine sortit de sa cachette et salua le Congrès des Soviets en mettant en avant le mot d'ordre : *"nous devons maintenant construire l'ordre socialiste"*. La véritable histoire de la révolution de la classe ouvrière russe avait commencé...

Liste des principaux livres cités dans ce texte.

Il y a des centaines de textes sur la Révolution Russe et beaucoup plus ont été consultés que ceux qui sont mentionnés ici. La liste qui suit est simplement ces éditions en anglais qui sont cités dans le texte.

- J. Carmichael, *A Short History of the Russian Revolution*, 1980.
- E.H.Carr, *The Bolshevik Revolution (Volume One)*, 1972
- M. Ferro, *The Bolshevik Revolution*, 1985.
- N. Harding, *Lenin's Political Thought*, 1983.
- M. Leibman, *Leninism under Lenin*, 1980.
- A. Rabinowitch, *The Bolsheviks Come to Power*, 1979.
- F. Raskolnikov, *Kronstadt and Petrograd*, 1982.
- N. Sukhanov, *The Russian Revolution 1917*, 1984 (Princeton, NJ).
- L. Trotsky, *The History of the Russian Revolution*, 1977.

La Russie que nous aimons et défendons

(Prometeo n° 2 - décembre 1943)

Nous reproduisons ici l'article que la TCI vient de traduire en français et qui avait été rédigé en décembre 1943 par Onorato Damen et publié par Prometeo n°2, la revue du Parti communiste internationaliste qui venait juste de se constituer en Italie au moment même où le prolétariat italien relevait la tête par les grèves et manifestations, en pleine guerre, contre la misère qu'il subissait. L'introduction des camarades de la TCI rappelle les conditions et l'objet de ce texte qui réaffirme sa conviction dans les principes et les idéaux de l'insurrection prolétarienne d'Octobre 1917 et de la Révolution russe et la nécessité pour le prolétariat de "lutter pour son propre programme révolutionnaire, celui des premières années de la Révolution russe après 1917". Rien que cette raison à elle seule justifierait largement la reproduction de ce texte.

Mais selon nous, il en est une autre qui prend aujourd'hui une importance toute particulière : depuis quelques temps, nous avons vu **au sein même de ceux** qui se revendiquent de la Gauche communiste et de son héritage politique - **dont la défense intransigeante du caractère prolétarien de la Révolution russe tout comme la défense du Parti bolchévique sont et restent un élément central** - des remises en question plus ou moins explicites de cette expérience. Certes, déjà depuis les années 1930, le courant conseilliste rejette l'expérience de la Révolution russe en la définissant comme une révolution bourgeoise, voire comme un simple coup d'Etat des bolchéviques et de Lénine. Mais il tend aujourd'hui à être rejoint par toute une mouvance issue de la Gauche communiste, en particulier du CCI. Nous avons vu dernièrement autour de la maison d'édition Smolny et à l'occasion de la publication d'un livre sur la revue russe Komunist de 1918, cette mouvance à la fois adopter soudainement la position "infantile" de Boukharine et de la fraction réunie autour de lui contre la signature de la paix de Brest-Litvosk entre la Russie des soviets et l'Allemagne d'une part⁸ ; et d'autre part, tirer un trait de continuité entre le combat de cette fraction et celui des fractions de gauche qui, par la suite, s'opposèrent à la montée du stalinisme et à la contre-révolution. Et établissant cette continuité fallacieuse, ces éléments apportent leur crédit au mensonge d'une continuité entre Lénine et Staline, entre le parti bolchévique de 1917-1918 et celui de 1927, entre la Révolution russe d'Octobre et la contre-révolution stalinienne ; ils apportent crédit à la vision – et même la reprennent explicitement - selon laquelle "le ver était dans le fruit" dès le départ, dès l'insurrection d'Octobre, et que le parti bolchévique de Lénine est le principal responsable de la "confiscation" de la Révolution⁹.

Le texte publié par la TCI aujourd'hui vient réaffirmer l'héritage politique et programmatique de la Gauche communiste et s'inscrit résolument dans ce qui est aussi un combat politique fondamental pour non seulement le succès final d'un processus révolutionnaire mais aussi de manière plus immédiate pour à la fois favoriser le regroupement révolutionnaire et le processus menant à la constitution du Parti communiste et faire des communistes d'aujourd'hui, aussi faibles et dispersés soient-ils, des acteurs et des facteurs actifs et dirigeants du développement des luttes ouvrières face à la crise du capitalisme. " Et les ouvriers - qui ont défendu et défendent toujours la Russie en tant que première grande expérience de leur classe - doivent, en fin de compte, comprendre la raison pour laquelle nous, communistes, n'hésitons pas à exprimer notre opposition à la Russie de Staline, sans jamais cesser d'être des combattants convaincus pour la Russie de Lénine", dit le texte d'O. Damen.

C'était vrai en 1943. Ça l'est encore plus aujourd'hui. La défense du caractère prolétarien d'Octobre et du parti bolchévique est un élément central de la confrontation massive entre les classes dont le processus ne fait que débiter aujourd'hui. Seuls ceux qui ne comprennent pas le rôle premier, dirigeant, fondamental, des expressions les plus hautes de la conscience de classe, à savoir les organisations communistes, peuvent s'étonner d'une telle affirmation. Si les révolutionnaires et surtout leur organisation, le Parti communiste, devait connaître des hésitations – pour dire le moins – dans ce combat pour la défense de la Révolution russe, alors il manquerait à celui-ci une de ses principales boussoles et sa capacité à être le parti d'avant-garde, le parti dirigeant, du prolétariat serait sérieusement handicapée. C'est bien ce que la bourgeoisie a compris et pourquoi elle ne cesse de s'attaquer et de dénaturer au niveau idéologique et propagandiste le caractère prolétarien de l'Octobre russe. Ce faisant, elle réussit à introduire au sein même du camp prolétarien, des forces communistes, des doutes et elle y trouve ainsi des alliés. Qu'il faut combattre résolument et sans hésitation.

Mars 2012, La FGCI.

8 . [A propos d'une publication par les Editions Smolny : La défense du caractère prolétarien de la révolution d'Octobre est toujours une frontière de classe !](#) (Bulletin communiste international 7).

9 . "Au regard de ces fondements qui définissent la nature socialiste d'une révolution, celle d'Octobre doit être caractérisée de révolution socialiste **confisquée**. En effet, si le parti bolchevik a incontestablement été à l'avant-garde du mouvement communiste international et a catalysé le processus révolutionnaire en Russie, il s'avère également que, **dès l'insurrection**, il s'est progressivement substitué aux soviets en assumant le pouvoir à leur place." (Préface à la publication en français des textes de la revue Komunist, éditions Smolny, nous soulignons.)

La Russie que nous aimons et défendons (Prometeo n° 2 - décembre 1943)

*Cet article fut le premier qu'Onorato Damen écrivit dans **Prometeo**, la publication clandestine du Parti communiste internationaliste qui venait de se fonder. Son objectif du moment était de s'opposer aux alliés de l'URSS - les États-Unis et le Royaume-Uni - dans la guerre impérialiste contre les puissances de l'Axe. Après la chute de Mussolini, en effet, tous les secteurs de la bourgeoisie italienne se ruèrent alors pour soutenir les "Alliés". Le nouveau Parti communiste italien de Togliatti, sous la bannière de la "défense de la démocratie", soutenait activement ce camp. L'article ci-dessous, se donnait pour but de souligner la nécessité, pour la classe ouvrière, de lutter pour son propre programme révolutionnaire, celui des premières années de la Révolution russe après 1917, totalement opposé à ce qui s'est produit avec la dégénérescence stalinienne.*

Ce n'est pas un hasard si, aujourd'hui, nous, communistes, partisans et défenseurs inébranlables de la Révolution russe, de ses idées et de ses premières actions, rejetons l'accusation qui nous est faite, aujourd'hui, de nous être tourné contre cette grande expérience historique. Cette accusation nous est faite par ceux qui ont combattu le plus ouvertement et le plus féroce la Révolution, notamment quand les bourgeois des coalitions libérale et social-démocrate ont tout fait pour l'étrangler, que ce soit sur le plan militaire, via la pire des vermines, soit par la famine, et à l'isoler du reste de la planète en l'enfermant derrière un mur fait de mensonges et de complots.

Un tel changement de pensée et de position politique vis-à-vis de la Russie est beaucoup moins surprenant qu'on ne le pense. À la lumière du marxisme, il est aisément explicable. Aujourd'hui, leur amitié et leur solidarité va de l'Église aux capitaines d'industrie, des socialistes aux magnats de la haute finance.

Nous ne faisons pas partie de ces gens ; et les ouvriers - qui ont défendu et défendent toujours la Russie en tant que première grande expérience de leur classe - doivent, en fin de compte, comprendre la raison pour laquelle nous, communistes, n'hésitons pas à exprimer notre opposition à la Russie de Staline, sans jamais cesser d'être des combattants convaincus pour la Russie de Lénine.

Pour nous, les événements révolutionnaires ne sont pas des faits insignifiants et, par notre confiance absolue dans la cause de la révolution mondiale que la révolution russe a initiée, nous adhérons totalement aux idées d'Octobre. Depuis plus de vingt ans, la plupart d'entre nous ont consacré leur vie à cette cause : leurs moyens financiers, leurs vie de famille, leur liberté, jusqu'à la perdre dans des prisons, dans des camps d'internement ou dans des camps de concentration. Et c'est pour cela que nous revient la responsabilité, certes ingrate mais nécessaire et incontournable, de ne pas garder le silence sur la réalité de la Russie. Nous avons appris, à l'école du marxisme, à lutter ouvertement et fermement contre les mythes, contre les «tabous» de toutes sortes, et pour les vérités les plus concrètes de la lutte des classes.

Et avant d'exposer nos idées, nous aimerions que les ouvriers - qui ont conservé leurs capacités critiques et dont les instincts de classe n'ont pas été contaminés - se rendent compte de ce qui est à l'origine de la soudaine et profonde solidarité qu'expriment tant de bourgeois réactionnaires avec la Russie d'aujourd'hui, et à partir de quoi on peut définir sa vraie nature. Quant à nous, nous voulons préciser ici certains

aspects de ce difficile problème et nous sommes convaincus que nous allons tous arriver aux mêmes conclusions.

1- Les grands et bruyants sentiments que découvre la bourgeoisie pour la Russie de Staline est la conséquence directe de son intérêt fondamental à préserver le système capitaliste. Il résulte de cela que ce que nous défendons, la bourgeoisie, du fait de l'antagonisme de classe, le hait naturellement. Quand notre critique théorique et les actions de notre Parti nous placent à la tête du combat de la classe, la bourgeoisie ne le supporte pas.

2- La justification de la deuxième guerre impérialiste par «la guerre populaire pour la démocratie» de Staline, et sa reconnaissance officielle par l'Église orthodoxe - laquelle, naturellement, a défendu "la guerre pour la grande patrie slave" - ont profondément impressionné les honnêtes bourgeois qui sont toujours pleins d'amour pour la patrie. Justifier la guerre impliquait de lier à eux les masses ouvrières, de les enchaîner par la force la plus brutale et haineuse, le chauvinisme, afin d'être sûr de la victoire et ainsi sauvegarder le capital.

3- La bolchévisation du Parti (communiste) russe et de l'International, la liquidation des organes de combat expressions organisées du prolétariat - et leur remplacement par de stupides laquais de l'opportunisme, les inégalités de salaire qui, inévitablement, rétablissent les inégalités sociales ; la fonction assumée par la bureaucratie d'État et du parti, la domination de la classe des techniciens qui étaient le fruit de l'industrialisation forcée et la montée de l'Église en tant que force de premier plan ; la prééminence de l'État sur la dictature du prolétariat ; des plans quinquennaux pour le l'exploitation intensive d'une classe de travailleurs exploités recréée - ce sont toutes les caractéristiques visibles qui confirment que les intérêts de la Russie actuelle ne sont plus ceux du prolétariat... C'est à ce stade que ceux qui ont laissé tomber la révolution ont jugé opportun de démontrer leur loyauté ainsi que la cohérence de la nouvelle orientation de la politique russe à la bourgeoisie internationale, en sacrifiant sur l'autel de "la concorde démocratique" les hommes de la "vieille garde", les incorruptibles bâtisseurs de la révolution d'Octobre. C'est cela la Russie qui est chère aux cœurs des Roosevelt, des Churchill et de tous les radicaux du monde, mais ce n'est pas la nôtre.

4- La Russie que nous aimons et défendons, en tant qu'œuvre révolutionnaire, est la Russie du prolétariat et de la paysannerie pauvre qui, sous la direction de Lénine et du parti révolutionnaire osa briser le carcan du féodalisme et du

Bulletin communiste international #8 – FGCI

capitalisme et imposer la dictature du prolétariat, le pouvoir de l'État prolétarien de la période de transition, dont l'objectif est d'aboutir à sa propre destruction, à celle de la classe même. La Russie que nous aimons et défendons est la Russie qui, durant des années, a permis de développer, au sein de son prolétariat et au sein du prolétariat international, la conscience de sa force, le sens historique de son rôle révolutionnaire, la manifestation du nouveau monde des travailleurs qui a son cœur dans les "soviets".

La Russie que nous aimons et défendons est la Russie qui,

depuis des années, a agi clandestinement, dans l'ombre de l'actuel parti "bolchévique", celle qui, dans les prisons, dans les déportations à travers les immensités russes, ont gardé intact sa foi dans les principes d'Octobre et qui attend le moment où elle verra son réveil révolutionnaire fusionner avec celui du prolétariat international. C'est la Russie du combat contre la bourgeoisie, la Russie de notre flamme révolutionnaire impérissable.

Onorato Damen

Texte du mouvement ouvrier

Nous reproduisons ci -après un article de Lénine qui "répond" à tous ceux qui reprochaient aux bolcheviques de n'avoir pas respecté le "vote démocratique du peuple" pour l'Assemblée Constituante et d'y avoir substitué la dictature des conseils ouvriers. Outre le rappel de l'expérience historique du prolétariat et la défense de l'insurrection ouvrière et de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire de l'Octobre russe de 1917, l'intérêt de l'article réside aussi dans le rappel de l'importance fondamentale pour le combat du prolétariat de la lutte contre l'opportunisme. Celle-ci n'est pas une dimension secondaire, annexe, du combat des communistes mais bel et bien une dimension centrale, fondamentale et permanente. Et elle ne se limite pas seulement à la "simple" réflexion théorique et à la "simple" défense des principes développés par l'arme théorique du prolétariat, le marxisme, mais elle s'étend et prend toute son ampleur dans le combat réel, concret, de la lutte des classes, lorsque les courants opportunistes et ceux qui restent fidèles au communisme se matérialisent et s'opposent dans la réalité historique, à savoir dans la lutte des classes, les deux se positionnant de chacun des deux côtés opposés de la barricade de classe.

Les élections à l'Assemblée Constituante et la dictature du prolétariat (Lénine)

(Extrait)

16 décembre 1919

Nous avons étudié, en nous basant sur les données fournies par les élections à l'Assemblée Constituante trois conditions de victoire du bolchévisme : 1) l'écrasante majorité bolchevik au sein du prolétariat ; 2) la moitié environ de l'armée acquise au bolchévisme ; 3) la certitude d'avoir au point décisif, à l'instant décisif - c'est-à-dire dans les capitales et aux fronts rapprochés des centres - une supériorité écrasante.

Mais ces conditions n'eussent pu nous donner qu'une victoire précaire et momentanée, si les bolcheviks n'avaient pas su mettre de leur côté la majorité des masses laborieuses non prolétariennes, s'ils n'avaient pas su les conquérir sur les SR et sur les autres partis petits-bourgeois.

C'est là l'essentiel.

Et la raison principale de l'incapacité des "socialistes" (lisez : des démocrates petits-bourgeois) de la 2^e Internationale de comprendre la dictature prolétarienne, c'est précisément qu'ils ne comprennent pas que *le pouvoir politique peut et doit devenir entre les mains d'une classe - du prolétariat - le moyen d'attirer de son côté les masses laborieuses non-prolétariennes, le moyen de conquérir ces masses sur la bourgeoisie et sur les partis petits-bourgeois.*

Bourrés de préjugés petits-bourgeois, ayant oublié l'essentiel de l'enseignement de Marx sur l'État, M^{ts} les "socialistes" de la 2^e Internationale considèrent le pouvoir gouvernemental comme un objet tabou - l'idole du suffrage formel - équivalent à l'absolu "de la démocratie conséquente" (comme on appelle ces sortes de balivernes). Ils ne voient pas que le pouvoir n'est qu'une arme dont différentes classes peuvent et doivent se servir (et savoir se servir) *selon leurs objectifs de classe.*

La bourgeoisie s'est servie du pouvoir gouvernemental comme d'une arme de la classe capitaliste dirigée contre tous les travailleurs. Il en fut ainsi dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques. Les renégats du marxisme l'ont seuls oublié.

Le prolétariat doit (ayant organisé pour cela suffisamment de "troupes d'assaut" politiques et militaires) renverser la bourgeoisie et lui arracher le pouvoir politique pour mettre

cette *arme* au service de ses buts de classe.

Et quels sont les buts de classe du prolétariat ?

- Écraser la résistance de la bourgeoisie.
- "Neutraliser" la classe paysanne et, dans la mesure du possible, l'attirer à soi (et en tout cas, attirer à soi sa majorité laborieuse).
- Organiser la grande industrie dans les fabriques expropriées à la bourgeoisie, et, d'une façon générale, en se servant de tous les moyens de production.
- Organiser le socialisme sur les ruines du capitalisme.

* * *

MM les opportunistes - et avec eux les gens de l'acabit de Kautsky - "enseignent" au peuple, tout au contraire de l'enseignement de Marx, que le prolétariat doit d'abord conquérir - au moyen du suffrage universel - la majorité, recevoir ensuite, en se fondant sur les votes de la majorité, le pouvoir politique, et établir alors sur cette base de démocratie conséquente (d'aucuns disent "pure") le socialisme.

Quant à nous, nous disons en nous basant sur l'enseignement de Marx et sur l'expérience de la révolution russe :

Le prolétariat doit d'abord renverser la bourgeoisie et conquérir *pour lui* le pouvoir politique ; ce pouvoir politique, c'est-à-dire la dictature prolétarienne, il doit ensuite s'en servir comme d'un moyen pour s'attirer la sympathie de la majorité des travailleurs.

* * *

De quelle façon le pouvoir gouvernemental peut-il devenir entre les mains du prolétariat un moyen d'affermir - par la lutte des classes - son influence sur les masses laborieuses, afin de les attirer à soi, afin de les arracher à la bourgeoisie ?

Le prolétariat atteint son but *non* en mettant en action l'ancien mécanisme gouvernemental, mais en le *brisant*, en n'en laissant pas pierre sur pierre (quelles que soient les

jérémiades des petits-bourgeois épouvantés et les menaces des saboteurs) et en créant un *nouvel* appareil. Ce nouvel appareil gouvernemental est adapté à la dictature du prolétariat et à la lutte qu'il doit soutenir contre la bourgeoisie pour *gagner* les masses laborieuses non-prolétariennes. Ce nouvel appareil n'a pas été imaginé par qui que ce soit : *il est produit* par la lutte des classes, par son élargissement et son approfondissement. Ce nouveau mécanisme de gouvernement, ce nouveau *type* de pouvoir politique¹⁰, c'est le pouvoir des Soviets.

Le prolétariat russe, ayant conquis le pouvoir politique, proclama aussitôt - après quelques heures - la dissolution de tout l'ancien appareil de l'État (adapté par les siècles, comme l'a démontré Marx, à servir, même dans les républiques les plus démocratiques, les intérêts de la bourgeoisie) et transmit *tout le pouvoir aux Soviets*. Et dans les soviets ne sont autorisés que les travailleurs et les exploités, à l'exclusion des exploités de toutes sortes.

De cette façon, d'un seul coup, immédiatement après la conquête du pouvoir d'État par le prolétariat, le prolétariat *arrache* à la bourgeoisie *une énorme masse* de ses partisans aux partis petit-bourgeois et «socialistes» ; car cette masse laborieuse et exploitée - que la bourgeoisie (y compris ses laquais, Tchernov, Kautsky, Martov et Cie) a trompée -, *en recevant le pouvoir soviétique*, reçoit la *première* arme de lutte de masse pour défendre ses intérêts contre la bourgeoisie.

En second lieu, le prolétariat peut et doit tout de suite conquérir sur la bourgeoisie et sur la petite-bourgeoisie démocrate "*leurs*" masses - c'est-à-dire les masses qui les suivent -, les conquérir *en satisfaisant révolutionnairement leurs besoins économiques essentiels au prix de l'expropriation des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie*.

Cela, quelle que soit la puissance du pouvoir gouvernemental dont elle dispose, la bourgeoisie *ne peut* le faire.

Le prolétariat, dès le lendemain de la prise du pouvoir, peut le faire, possédant l'appareil nécessaire (les soviets) et les moyens économiques (l'expropriation de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers).

C'est précisément de cette façon que le prolétariat russe a conquis la classe paysanne et l'a conquise littéralement *en quelques heures*, après s'être emparé du pouvoir politique. Car, quelques heures après sa victoire sur la bourgeoisie, le prolétariat vainqueur, à Petrograd, publia le "décret sur la terre", décret qui *satisfaisait* immédiatement, en bloc, avec une rapidité, une énergie, une résolution toute révolutionnaire, tous les besoins essentiels de la *majorité* des paysans, en expropriant totalement et sans indemnité les propriétaires fonciers.

Pour prouver aux paysans que les prolétaires, loin de vouloir les gouverner, veulent les aider en amis, les bolcheviks victorieux n'introduisirent dans le décret sur la terre *pas un mot* qui leur fût propre, se bornant à le copier mot à mot des cahiers de revendications des paysans (les plus

révolutionnaires, bien sûr) publiés par les *socialistes-révolutionnaires* dans leur journal.¹¹

Les SR en furent indignés, dépités, exaspérés ; ils crièrent que les bolcheviks leur avaient "déroqué leur programme", mais ils ne faisaient que prêter à rire : il est beau le parti qu'il faut vaincre et chasser du gouvernement pour réaliser tout ce qu'il y a de révolutionnaire, tout ce qu'il y a d'utile pour les travailleurs dans son programme !

Cette dialectique, les représentants de la 2^e Internationale n'ont jamais pu la comprendre : le prolétariat ne peut pas vaincre sans avoir conquis la majorité de la population. Mais limiter ou conditionner cette conquête à l'acquisition électorale, *sous la domination bourgeoise*, témoigne ou d'une inguérissable indigence intellectuelle ou, tout bonnement, du désir de tromper les travailleurs. Pour mettre de son côté la majorité de la population le prolétariat doit, tout d'abord, renverser la bourgeoisie et s'emparer du pouvoir gouvernemental, introduire ensuite le système des Soviets, après avoir brisé l'ancien appareil de l'État, ce qui anéantit instantanément la domination, l'autorité de la bourgeoisie et des petits-bourgeois-conciliateurs sur les masses laborieuses non-prolétariennes. Il doit enfin, en troisième lieu, achever de détruire l'influence de la bourgeoisie et des conciliateurs petits-bourgeois sur la *majorité* des masses laborieuses non prolétariennes en réalisant *révolutionnairement leurs desiderata économiques, aux dépens des exploités*.

La possibilité de ces faits est naturellement conditionnée par un certain degré d'évolution capitaliste. Sans cette condition fondamentale il ne peut y avoir ni formation du prolétariat en une classe distincte, ni succès de sa longue préparation, de son éducation, de son aguerrissement par des années de grèves, de manifestations, de lutte contre les opportunistes chassés et déshonorés. Sans cette condition fondamentale, on ne peut concevoir le rôle économique et politique des centres, dont la conquête équivaut, pour le prolétariat, à celle de tout le pouvoir politique, ou plus exactement de son nœud vital, de son nerf essentiel. Sans cette condition fondamentale, cette proximité, cette parenté de situation du prolétariat et des classes laborieuses non prolétariennes qui est indispensable à l'influence du prolétariat sur ces masses, un succès de son action à leur égard ne peut exister.

Voyons plus loin.

Le prolétariat peut conquérir le pouvoir politique, réaliser l'organisation sociale des Soviets, satisfaire, en économie, l'ensemble des travailleurs au détriment des exploités.

Est-ce suffisant pour que sa victoire soit complète et définitive ? Non.

Seules les illusions des petits bourgeois démocrates, des "socialistes" et des "social-démocrates", de même que de leurs leaders actuels les plus marquants, peuvent faire croire qu'en régime capitaliste les masses laborieuses peuvent

10 . Note du traducteur. Nous avons quelquefois employé l'expression consacrée en terminologie marxiste française de *pouvoir politique* là où il eût été plus littéral de traduire *pouvoir gouvernemental*. C'est ici le cas.

11 . En parlant des revendications paysannes publié dans le journal SR, Lénine a en tête l'article "Modèle de mandat. Compilé à partir des 242 mandats donnés sur place aux députés pour le premier congrès panrusse des députés paysans à Petrograd en 1917", paru dans les *Izvestia du soviet panrusse des députés paysans* n° 88 et 89 du 19 et 20 août (1^{er} et 2 septembre) 1917. Cet article a également été utilisé par Lénine dans son article "Pages du journal d'un publiciste – Paysans et ouvriers" (Note de la 5^{ème} édition russe des *Œuvres*).

atteindre un degré de conscience assez élevé, une fermeté de caractère, une perspicacité, une largeur de vues politiques suffisante pour avoir la possibilité de *décider à l'avance par le seul vote* ou, d'une façon générale, pour décider de quelque manière que ce soit, sans une longue expérience de lutte, de suivre telle classe, tel parti défini.

Illusion. Fable douce et plaisante des pédants et des socialistes mielleux du genre des Kautsky, des Longuet, des MacDonald.

Le capitalisme ne serait pas le capitalisme s'il ne condamnerait d'une part les *masses* à un état d'abrutissement, d'intimidation, d'éparpillement (voyez la campagne !), d'ignorance ; et si, d'autre part, il ne mettait à la disposition de la bourgeoisie un gigantesque appareil de mensonge et de duperie pour tromper et abrutir les masses ouvrières et paysannes.

C'est pourquoi le prolétariat seul *peut conduire les travailleurs* du capitalisme au communisme. Que les masses laborieuses petites-bourgeoises ou à demi petites-bourgeoises puissent résoudre à l'avance le plus grave des problèmes historiques : "être avec la classe ouvrière ou avec la bourgeoisie", il n'y faut pas penser. Les *hésitations* des masses laborieuses non prolétariennes sont inévitables ; il est inévitable aussi qu'elles aient besoin de leur propre *expérience pratique* afin de comparer le gouvernement de la bourgeoisie et celui du prolétariat.

Les adorateurs de la "démocratie conséquente" qui s'imaginent que les questions politiques les plus importantes peuvent être tranchées par des votes perdent constamment cette circonstance de vue. En fait, ces questions, si la lutte les rend très aiguës et très âpres, sont tranchées par la *guerre civile* ; et, dans cette guerre civile, *l'expérience* des masses laborieuses non prolétariennes (celle des paysans en premier lieu) joue un rôle énorme : elles ont à comparer le pouvoir du prolétariat et celui de la bourgeoisie.

(...)

Les partisans de la démocratie "conséquente" n'ont pas réfléchi à la signification de ce fait historique. Ils se sont imaginés, et ils s'imaginent un conte enfantin : que le prolétariat peut sous le capitalisme convaincre la majorité des travailleurs et les attirer solidement de son côté au moyen des votes. La réalité démontre que seule l'expérience d'une lutte longue et cruelle *amène* la petite bourgeoisie *hésitante* à conclure de la comparaison entre la dictature du prolétariat et celle des capitalistes que la première est préférable à la seconde.

En théorie, tous les socialistes qui ont étudié le marxisme et se soucient de tenir compte de l'expérience de l'histoire politique des pays avancés au cours du XIX^e siècle, reconnaissant l'inéluctabilité des *hésitations* de la petite bourgeoisie entre le prolétariat et la classe capitaliste. Les racines économiques de ces hésitations sont montrées avec évidence par la science économique dont les socialistes de la seconde Internationale ont répété des millions de fois dans leurs journaux, leurs manifestes et leurs brochures, les vérités élémentaires.

Mais les gens ne savent pas appliquer ces vérités à la période si spéciale de la dictature prolétarienne. Les illusions et les préjugés démocratiques petits-bourgeois (sur l'"égalité" des classes, sur la démocratie "conséquente" ou "pure", sur la

décision des grandes questions historiques par le vote, etc.) ils les mettent en lieu et place de la *lutte des classes*. Ils ne veulent pas comprendre que le prolétariat ayant conquis le pouvoir politique, ne termine pas ainsi sa lutte des classes, mais la continue sous une autre forme et par d'autres moyens. La dictature du prolétariat c'est la lutte des classes menée par le prolétariat au moyen d'une arme qui est le pouvoir politique, c'est la lutte des classes dont l'une des tâches est de démontrer par une longue expérience, par une longue série d'exemples pratiques aux masses laborieuses non prolétariennes qu'il leur est plus avantageux de se prononcer pour la dictature prolétarienne que pour la dictature bourgeoise et qu'il n'y a pas de moyens termes.

(...)

"Le parti du prolétariat ne peut s'emparer du pouvoir que si, en régime de propriété privée, c'est-à-dire d'oppression capitaliste, la majorité de la population se prononce en sa faveur", ainsi s'expriment les démocrates petits-bourgeois, larbins véritables de la bourgeoisie, mais qui s'intitulent encore "socialistes".

"Que le prolétariat révolutionnaire renverse d'abord la bourgeoisie, se libère du joug du capital, détruit le mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie et il saura s'attirer le concours et la sympathie des masses laborieuses non prolétariennes, en satisfaisant leurs besoins au détriment des exploités", ainsi nous exprimons-nous. Le contraire serait dans l'histoire une exception rare (et la bourgeoisie pourrait encore, dans ce cas, recourir à la guerre civile, comme le prouve l'exemple de la Finlande).

6- Ou, en d'autres termes :

"Proclamons d'abord l'obligation de reconnaître le principe égalitaire — ou celui de la démocratie conséquente — en conservant la propriété privée et le joug du capital (c'est-à-dire l'égalité officielle et l'inégalité de fait) ; ensuite, efforçons-nous d'obtenir sur ces bases les suffrages de la majorité", ainsi s'expriment la bourgeoisie et les démocrates petits-bourgeois qui s'intitulent socialistes et social-démocrates.

"La lutte des classes du prolétariat détruit d'abord, par la conquête du pouvoir politique, les bases de l'inégalité de fait ; puis, le prolétariat, ayant vaincu les exploités, conduit les masses laborieuses à l'abolition des classes, c'est-à-dire à la seule égalité socialiste qui ne soit pas un leurre", disons-nous.

7- Dans tous les pays capitalistes, à côté du prolétariat ou de cette portion du prolétariat qui, consciente de ses devoirs révolutionnaires, était capable de combattre pour les accomplir, on observe des masses nombreuses, inconscientes, prolétariennes, à demi prolétariennes, à demi petites-bourgeoises, qui suivent la bourgeoisie et la petite bourgeoisie démocrate (et notamment les "socialistes" de la 2^e Internationale) ; trompées par la bourgeoisie, ne croyant pas en leurs propres forces et en celles du prolétariat, elles ne se rendent pas compte de la possibilité d'obtenir, par l'expropriation des exploités, la satisfaction de leurs besoins essentiels.

Ces couches des masses laborieuses fournissent des alliés à l'avant-garde du prolétariat ; mais le prolétariat ne peut conquérir ces alliés que par l'exercice du pouvoir politique,

c'est-à-dire après avoir renversé la bourgeoisie et détruit son mécanisme de gouvernement.

8- Dans tout pays capitaliste les forces du prolétariat sont incomparablement plus grandes que sa puissance numérique par rapport à l'ensemble de la population. Le prolétariat domine économiquement le centre et les nerfs du système économique capitaliste, tout entier. Et il représente en même temps, économiquement et politiquement les intérêts véritables de l'immense majorité des travailleurs.

C'est ainsi que le prolétariat, même quand il ne forme, dans la population, qu'une minorité (ou quand l'avant-garde consciente et véritablement révolutionnaire du prolétariat ne forme qu'une minorité dans la population) peut renverser la bourgeoisie et attirer ensuite de son côté, du sein des demi-prolétaires et des petits-bourgeois, de nombreux alliés qui ne se prononceraient jamais, par anticipation, pour la dictature du prolétariat (dont ils ne peuvent comprendre ni les conditions, ni les tâches), s'il ne leur était facile de se convaincre par leur propre expérience de l'inéluctabilité, de la légitimité et de la rectitude de la dictature prolétarienne.

9- Il y a enfin, dans tout pays capitaliste, de larges couches de la petite-bourgeoisie, inévitablement ballottées entre le capital et le travail. Afin de vaincre, il appartient au prolétariat de bien choisir le moment de son agression décisive contre la bourgeoisie en tenant compte notamment des désaccords entre la bourgeoisie et ses alliés petits-bourgeois, ou de l'instabilité de leur accord, etc. Après sa victoire il appartient au prolétariat de tirer parti des hésitations de la petite

bourgeoisie, afin de la neutraliser, afin de l'empêcher de se ranger du côté des exploiters, afin de se maintenir pendant quelque temps *en dépit de ses hésitations*.

10- Une lutte constante, opiniâtre, impitoyable contre l'opportunisme, le réformisme, le social-chauvinisme et toutes tendances ou influences bourgeoises, inévitable tant que le prolétariat milite dans le cadre de l'ordre capitaliste, est la condition de sa préparation à la victoire totale.

Sans cette lutte et sans avoir préalablement remporté une victoire complète sur les tendances opportunistes du mouvement ouvrier, il ne peut être question de dictature du prolétariat. Le bolchévisme n'eût pas vaincu la bourgeoisie en 1917-1919 s'il n'avait d'abord appris en 1903-1917 à vaincre et à bannir impitoyablement de l'avant-garde prolétarienne, les menchéviks, — c'est-à-dire les opportunistes, les réformistes, les social-chauvins.

Et nous voyons la plus dangereuse duperie de soi-même, ou l'intention de filouter les travailleurs, dans l'attitude des "indépendants" allemands, des longuettistes français, etc., qui admettent en paroles la dictature du prolétariat mais continuent en fait leur habituelle politique de petites et de grandes concessions à l'opportunisme, de conciliation et de servile respect envers les préjugés de la démocratie bourgeoise ("démocratie conséquente" ou "démocratie pure", dit-on) de parlementarisme bourgeois, etc.

N. Lénine
16. XII. 1919

NOS POSITIONS

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : **socialisme ou barbarie**.
- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.
- Les régimes étatisés qui, sous le nom de " socialistes " ou " communistes ", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.
- Depuis le début du 20e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.
- Toutes les idéologies nationalistes, d'" indépendance nationale ", de " droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La " démocratie ", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis " ouvriers ", " socialistes ", " communiste " (les ex-" communistes " aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de " front populaire ", " front anti-fasciste " ou " front unique ", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, " officielles " ou " de base ", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.
- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur

organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

- Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni " autogestion ", ni " nationalisation " de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'" organiser la classe ouvrière ", ni de " prendre le pouvoir " en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

- Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.